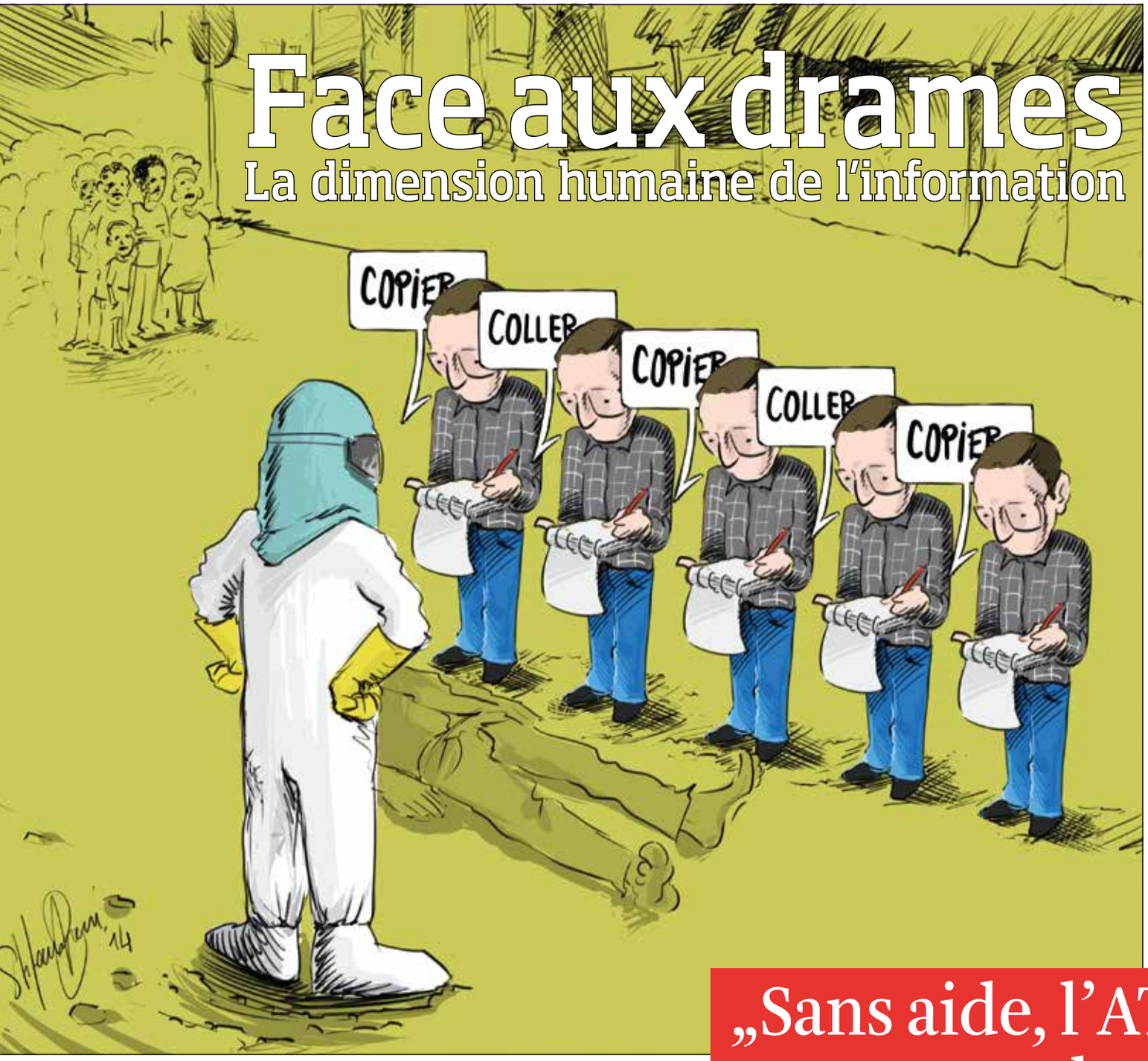
EDITO + KLARTEXT

N° 05 | 2014

LE MAGAZINE DES MÉDIAS



Face aux drames
La dimension humaine de l'information

Assises du journalisme: un panorama d'inquiétudes

Des comptes rendus des débats et la Résolution des organisateurs.

Passion reporter

Extraits des mémoires de Laurence Deonna.

„Sans aide, l'ATS ne pourra plus être trilingue"

La COFEM propose de subventionner l'agence nationale. Interview de son rédacteur en chef Bernard Maissen.

swiss press award 15

fondation reinhardt · von graffenried

Les récompenses du journalisme suisse | www.swisspressaward.ch

Le Prix

Total de la dotation :
CHF 110'000.–

Par média local :
CHF 20'000.–

Photographie de presse :
CHF 20'000.–

Par catégorie photo :
CHF 2'000.–

Remise des prix:
Mercredi 15.4.2015

Les Catégories

Swiss Press Print / Online / Radio / Video

Le Prix Suisse pour le journalisme local s'adresse aux acteurs des médias venant des quatre régions linguistiques de la Suisse.

Swiss Press Photo

Le Prix Suisse pour la Photographie de presse s'adresse aux photographes indépendants, aux photographes sous contrat ainsi qu'aux groupes de photographes.

Les Travaux

Sont éligibles les travaux diffusés du 1er janvier au 31 décembre 2014.
Exception : le Swiss Press Photo – catégorie Reportage Suisse.

Les contributions journalistiques locales

La sélection est ouverte aux contributions de la presse écrite, de la télévision, de la radio et d'internet, quelque soit le sujet ou la région linguistique. Les conditions de participation sont :
– lien direct avec l'actualité
– journalisme local
– rédaction dans une des quatre langues nationales (all/fr/it/rm)

Photographie de presse

Photos uniques ou séries, en noir et blanc ou en couleur.
Catégories : Actualité, Vie quotidienne, Reportage, Portrait, Sport et Etranger.

Inscription

L'inscription se fait en ligne.

Date limite d'inscription : Vendredi 9.1.2015

Règlement et informations :

www.swisspressaward.ch

swiss press print | swiss press online | swiss press radio | swiss press video | swiss press photo

Pages Facebook :
Swiss Press > Print > Online > Radio > Video > Photo

Alain Maillard, Rédacteur en chef

La compassion, les mots, l'excitation

Agir en professionnel, c'est mettre toute émotion à l'écart. Combien de fois ne l'a-t-on entendu dans ce métier de journaliste, comme certainement chez les chirurgiens ou les policiers? L'émotion, c'est la subjectivité. A effacer quand on se met au service de l'information. A étouffer quand on va donner la parole à des assassins ou témoigner des horreurs subies par leurs victimes. Au risque de congeler notre compassion. Notre humanité.

Bien sûr que des journalistes en souffrent. Dépressions, alcoolisme, les chiffres manquent. Cynisme, démotivation, en voilà d'autres symptômes.

Surtout, on n'a jamais aimé en parler. Heureusement, ça change, comme le montre bien l'enquête d'Aline Jaccottet (lire en page 6). Les rédactions en chef (au moins certaines d'entre elles) tiennent maintenant compte de ce qu'encaisse le reporter confronté au pire. On ne fait plus comme si le journaliste devait être au-dessus de ça.

Une autre question qu'on peut se poser, au-delà du soin personnel, c'est celle de l'opportunité. Faut-il se déshumaniser pour être un bon journaliste? Bien sûr, les émotions induisent des risques, elles ne font pas bon ménage avec l'impartialité et la rigueur de l'information. Pas question ici de remettre en cause les fondements du métier. Mais la compassion n'est-elle pas parfois un bon moteur professionnel? Elle est en tout cas un moteur de narration – Laurence Deonna l'évoque bien dans ses mémoires (extraits à lire en page 11).

„Faut-il se déshumaniser pour être un bon journaliste?"

Un autre besoin de la narration, c'est la conscience des mots. De ce qu'ils véhiculent au-delà de leur sens immédiat. Avons-nous conscience des „orientations argumentatives" ou des „figements" des mots que nous reproduisons souvent par simple conformité (lire les réflexions de Thierry Herman en page 12)?

On n'a jamais fini d'apprendre ce métier passionnant.

Un mot encore sur les Assises du journalisme: des interventions de qualité, hélas pas assez de monde. Trop de journalistes n'ont-ils pas pu quitter leur travail? Leurs employeurs ne pouvaient-ils les libérer le temps d'un après-midi? Dommage, parce qu'on y a bien perçu les mutations sans précédent du métier.

La Suisse était moins touchée jusqu'ici que d'autres pays, il apparaît que la mutation ne fait que commencer. (Lire à ce sujet les réflexions fortes de Christoph Keller en page 13.) Cette mutation, nous entendons bien continuer à l'observer de près dans Edito. Avec vous.

E IMPRESSUM www.edito.ch

N° 05, octobre 2014

Editeurs:
Verein EDITO+KLARTEXT, Bâle
Magazine bimestriel
Tirage diffusé: 10 365 Expl. d+f;
ISSN 1663-4802
Adresse de la rédaction:
EDITO f, chemin des Glycines 4,
1024 Ecublens, tél. 079 598 97 93,
redaction@edito-online.ch
Rédaction:
Alain Maillard, rédacteur en chef de l'édition en français,
alain.maillard@edito-online.ch
Philipp Cueni, rédacteur en chef de l'édition en allemand,
philipp.cueni@edito-online.ch
Bettina Büsser, rédactrice
bettina.buesser@edito-online.ch

Production:
bachmann medien ag,
Thiersteinerallee 17
4053 Bâle,
tél. 061 534 10 84
verlag@edito-online.ch
www.bachmannmedien.ch

Layout: Petra Geissmann

Publicité:
ZBINDENMEDIEN
Paradiesstrasse 2, 8802 Kilchberg
tél. 044 533 03 35
fax 044 533 03 39
www.zbindenmedien.ch
info@zbindenmedien.ch
Stefan Hostettler, tél. 043 321 28 78
stefan.hostettler@zbindenmedien.ch
Abonnements:
abo@EDITO-online.ch
Abonnement annuel: Fr. 69.–
Abonnement à l'étranger: Fr. 89.–
Impression:
Unionsdruckerei Schaffhausen

Photo Vincent Murith / couverture Stephff

Edité par les associations professionnelles:
impressum – Les journalistes suisses
Syndicat suisse des mass media
syndicom – Syndicat des médias et de la communication

© EDITO+KLARTEXT™

SOMMAIRE

Photo Keystone

ats
L'information à la source.

6> Les mentalités évoluent: un bon journaliste n'est plus un journaliste dénué d'émotions ; un subventionnement de l'ats n'est plus tabou.

ACTUALITÉ

6 La plume dans la plaie: le journaliste et l'émotion
Comment faire face à l'horreur, pendant et après? Témoignages de reporters confrontés au pire à Zoug, à Sierre, en Syrie ou ailleurs.

10 Les souffrances invisibles
Jean-Paul Mari et son livre „Sans Blessures apparentes".

11 Les „Mémoires ébouriffées" de Laurence Deonna: extraits
„Sans la mort de Petit Pierre, aurais-je écrit ‚La Guerre à deux voix'?"

12 Les mots ne sont pas innocents. Comment les choisissons-nous?
Le vocabulaire médiatique se fige parfois selon des critères inconscients. L'avis de Thierry Herman, linguiste et enseignant en journalisme.

13 Le piège de l'excitation, ou comment le web a changé le métier
Jamais le journalisme n'a été aussi diversifié, pénétrant… et menacé: c'est l'avis de Christoph Keller (SRF 2).

16 Le photographe de guerre et la machine médiatique
Rencontre avec Peter Van Agtmael, photographe de guerre pour Magnum, à l'occasion de son masterclass au MAZ de Lucerne.

22 „Sans aide publique, l'ATS ne pourra plus être trilingue"
La Commission fédérale des médias recommande un soutien à l'Agence plutôt qu'à la distribution de journaux. Interview de son rédacteur en chef Bernard Maissen.

26 Assises du journalisme, les voix de l'inquiétude
Comptes rendus des débats par des étudiants de l'AJM.

SERVICES

30 La pêche au Net
De Valérie Trierweiler aux décapitations, en passant par „Le Temps" et „Moins!", quelques réflexions online (ou pas) sur le monde des médias.

COURRIER

Un témoignage d'humanité

Plusieurs fois j'ai voulu vous envoyer un message pour vous féliciter de la qualité d'Edito et la paresse m'a gagnée. Cette fois-ci je me décide. Ce qui m'a particulièrement touchée, c'est le témoignage d'Aline Jaccottet sur le choix des images, sous le coup de l'horreur. Elle fait allusion à ce que, de mon temps, on appelait le mort kilométrique et qu'elle nomme le mort au kilomètre. Elle dénonce le zapping morbide et la difficulté du tri à faire dans la multiplicité des événements. Le mot de la fin, humanité, résume bien son article.

Confraternellement (en retraite),
Anne Cendre

A propos du débat sur la censure aux Assises:

Déjà que les journaux qui vérifient leurs sources semblent de moins en moins à la mode, si en plus ceux qui le font se font mettre des bâtons dans les roues, il y a de quoi avoir peur. Question: le vrai scoop sur la corruption passive de la justice dans l'affaire Giroud n'a-t-il pas été gardé sous-terrain par un journaliste un peu intimidé quand même?

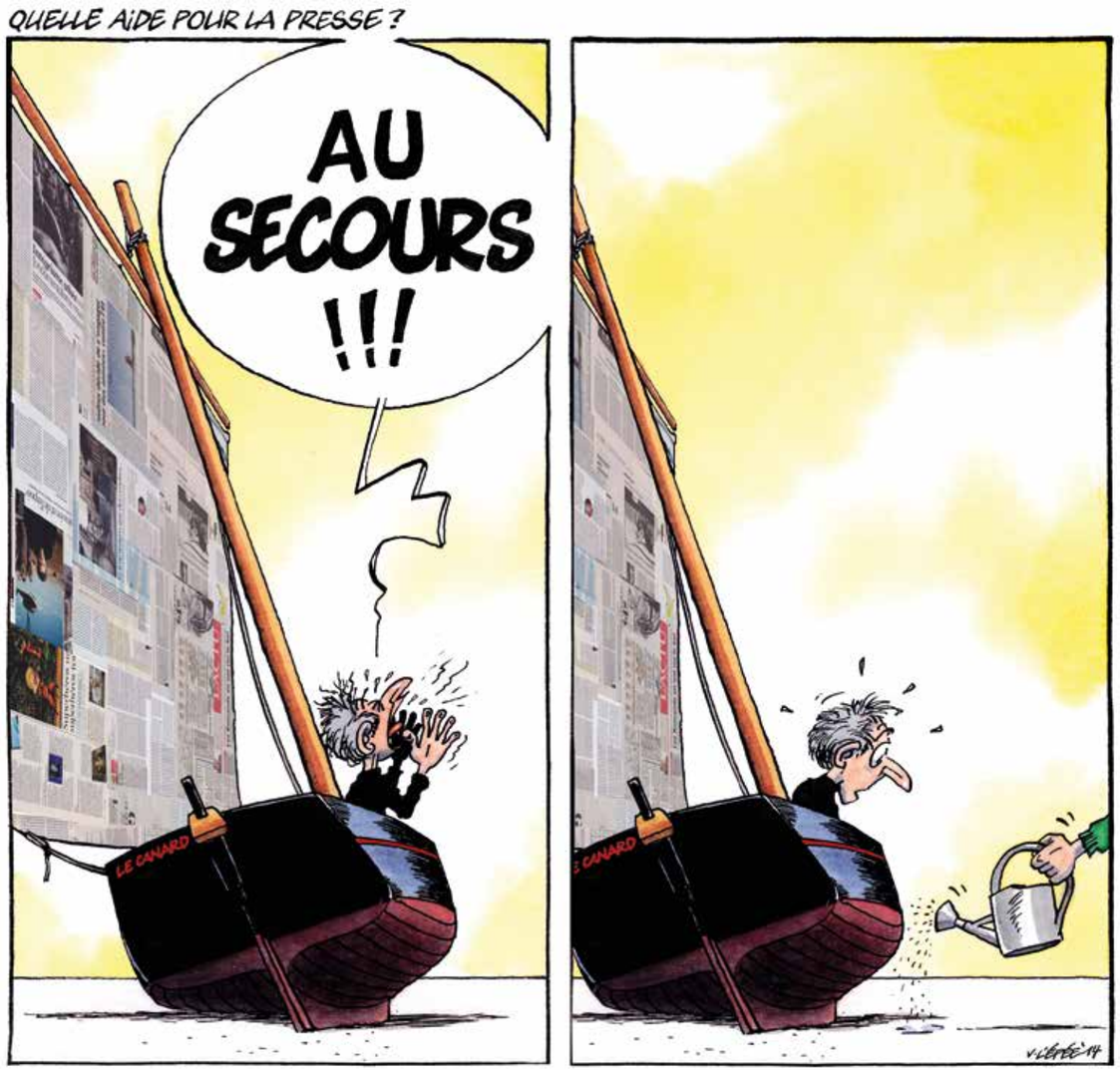
Xavier Vasseur

A propos du rapport de la COFEM:

Subventionner le journalisme, pourquoi pas? Mais alors à condition de s'assurer qu'on ne subventionne pas les zélateurs d'intérêts privés. Pourquoi pas une presse aux mains d'associations ou de sociétés coopératives, afin d'en assurer la base démocratique et non ploutocratique, et subventionnée dans son rôle social et démocratique?

Daniel Schöni

LE TRAIT DE STEFANO BORONI



service de presse

HIRSLANDEN

AVEZ-VOUS DES QUESTIONS CONCERNANT L'UNE DE NOS 16 CLINIQUES?

NOUS NOUS FERONS UN PLAISIR D'Y RÉPONDRE:
medien@hirslanden.ch ou 044 388 75 85

Dr Peter Werder, Chef du département Communication d'entreprise, Seefeldstrasse 214, 8008 Zurich, www.hirslanden.ch

La plume dans la plaie

Tuerie de Zoug, accident du car de Sierre, meurtre en Syrie... Le métier confronte parfois à l'insoutenable. Comment les journalistes gèrent-ils leurs émotions? Témoignages. Par Aline Jaccottet

Quand le tueur a commencé à tirer, je me suis vu mort." 27 septembre 2001: **Dominik Hertach** n'a qu'une seconde pour se cacher sous une table du parlement de Zoug. Quasiment sous ses yeux, quatorze personnes sont assassinées par un forcené qui se suicidera ensuite.

„Personne ne peut s'imaginer ce que c'est, d'entendre tous ces gens mourir. J'ai été suspendu un instant entre la mort et la vie. C'était invraisemblable, le genre de choses qu'on pense ne jamais voir qu'à la télévision", dit-il avec émotion, treize ans plus tard. Une fois à l'abri, le premier geste de Dominik Hertach, freelance pour l'ATS, est professionnel: il appelle l'agence, devenant ainsi le premier journaliste à donner l'alerte. „Je ne savais pas qui était mort, qui était vivant. C'était terrifiant."

Il restera longtemps profondément traumatisé. „Je ne supportais plus d'être dans un lieu fermé, je cherchais immédiatement les portes de secours. Le bruit des portes me faisait systématiquement sursauter." Toute son existence est bouleversée. „Lorsque vous constatez de vos propres yeux que la vie de quatorze personnes peut s'achever en une seconde, vous comprenez qu'il n'y a pas de temps à perdre. J'ai changé tous mes plans, réalisé tous les rêves dont je me disais: ‚ça, c'est pour la retraite!' L'existence est trop courte."

Après plusieurs mois de voyage, Dominik Hertach, qui travaille toujours comme journaliste à temps partiel pour le

Dominik Hertach

magazine alémanique „Cash", a ouvert un restaurant bio et produit de l'huile d'olive en Italie. Un peu de dolce vita, même si demeure en lui l'inextricable question: pourquoi cette folie? „Au final, je crois qu'il n'y a pas d'explication", dit-il doucement.

Les heures passées à se demander pourquoi, **Patrick Vallélian**, directeur du site Sept.info, connaît trop bien. Le 11 janvier 2012, il se rend pour „L'Hebdo" à Homs avec le reporter d'images français Gilles Jacquier, un bon copain. Catastrophe: il est assassiné par un tir d'obus. Version de Damas: ce sont les rebelles qui sont responsables...

Des „coups", Patrick Vallélian en a reçus lors d'autres reportages, mais cette fois, c'est différent. „Pour la première fois, on ne revenait pas tous vivants: un copain était mort. Et au lieu d'être spectateurs d'un drame, nous en étions les sujets." Le journaliste revient en Suisse victime d'un „stress intense", il ne supporte plus personne, se vide „de tous les côtés" et, fait rare chez lui, souffre d'insomnies pendant quatre jours. „Je revoyais les images, je me disais: on s'est fait avoir." La question du „pourquoi" le hante. Il cosigne un livre d'enquête, „Qui a tué Gilles Jacquier". Et continue d'espérer envers et contre tout qu'un jour, justice sera rendue. „Pour rendre hommage à Gilles."

Retour en Suisse, en Valais plus précisément, un certain 13 mars 2012. Une date gravée à jamais dans l'esprit de **Sonia Bellemare**, journaliste au „Nouvelliste", celle de l'acci-

Sonia Bellemare

Dans le tunnel autoroutier, près de Sierre, la presse devant la mémoire du drame.

dent de car de Sierre: 28 tués, dont 22 enfants de retour de vacances de neige.

De piquet ce soir-là, elle est l'une des premières professionnelle des médias sur place. „Ça s'était produit dans un tunnel, on ne voyait donc rien. Mais le nombre d'hélicoptères et de secouristes, qui posaient les brancards et repartaient à toute vitesse, m'a fait comprendre qu'il y avait beaucoup de morts", raconte-t-elle. „Je me disais: mais nom d'une pipe, comment puis-je être utile?" Quand, lors d'un point de presse deux heures plus tard, elle apprend le terrible bilan, le ciel lui „tombe sur la tête".

Dans l'assistance clairsemée – il est 5 heures du matin – des sanglots. „Il n'y a pas eu une seule question. J'ai pensé: p..., j'y arriverai jamais." Elle y arrive pourtant. Court chez elle, et écrit 3000 signes sur le site Internet du „Nouvelliste", première journaliste à annoncer la nouvelle. „J'ai eu l'impression d'avoir fait quelque chose, même si c'était affreux que tout le monde l'apprenne de ma plume à moi."

Le papier envoyé, la vie reprend son cours: il est sept heures du matin et ses deux fils se réveillent. „Ce jour-là, je n'ai pu penser qu'à cet accident, comme si je l'avais vécu dans ma chair." La journaliste reste choquée plusieurs semaines, „assez longtemps pour me dire: est-ce qu'un jour, ça ira mieux?" Au chagrin qu'elle éprouve se mêle la culpabilité. „Je pleurais alors que je n'avais perdu personne, moi. Je n'avais même pas vu les corps que d'autres avaient dû ramasser..."

Laurent Gilliéron, chef photographe adjoint pour l'agence Keystone, est au même point de presse que Sonia Bellemare lorsque la nouvelle tombe. Il est resté toute la nuit sur le pont à prendre des photos des opérations, de loin – dont un cliché qui lui a valu le Swiss Press Photo en 2013. „Ce moment de l'annonce, je m'en rappellerai toute ma vie. Le secret avait été bien gardé, on pensait qu'il n'y avait que trois-quatre morts..." Passé le choc, Laurent Gilliéron fait son travail „sans réfléchir". Il court photographier la carcasse du car, sur le point d'être évacuée. „Il n'y a pas de temps pour l'émotion: j'étais concentré sur mon boulot, comme un médecin. Ce n'est qu'ensuite que j'ai réfléchi", dit-il avec pudeur.

Des mois plus tard, deux images de la journée restent gravées dans son esprit: „le côté du bus défoncé, qui témoignait de l'impact du choc: on ne voyait plus rien. Et sa remise dans le hangar, quelques heures plus tard. On a fermé la porte et c'était fini." Laurent Gilliéron et son équipe ont ensuite couvert l'arrivée des familles belges en

Laurent Gilliéron

deuil, une étape „très difficile". „Leur chagrin m'a beaucoup touché. Voir cette fillette qui pleure, la main de son père posée sur sa tête, était aussi fort que la photo du car défoncé", souligne-t-il.

Syrie, Parlement de Zoug, Sierre... Les professionnels sont touchés „sur le terrain", mais pas seulement. Dans les bureaux aussi, ils s'en prennent parfois „plein la figure", selon les termes de **Myriam Amara**. La journaliste se rappelle précisément des attentats du 11 septembre, qu'elle couvrait à l'ATS.

„J'ai passé l'intégralité de mes huit heures de service à voir les victimes sautant des tours du World Trade Center pour échapper aux flammes, sur CNN. J'entendais le bruit des corps s'écrasant au sol, les sirènes, les hurlements. J'ai tout ingurgité d'un coup, sans aucun recul. C'était très violent", affirme-t-elle. Après trois jours de ce régime, elle craque. „Mon chef m'a fait une remarque sur un texte et j'ai fondu en larmes, révoltée. Je lui ai lancé: mais c'est quoi, ce monde dans lequel on vit?"

Actuellement journaliste à Newsnet, il lui est parfois pénible de filtrer les photos qui apparaissent sur Twitter, utilisé pour obtenir les images „encore plus vite. Celles de cette femme et cet enfant encore sur leurs sièges, juste après le crash du Boeing de Malaysia Airlines en Ukraine, restent gravées dans sa mémoire. Le gamin avait encore ses petites sandales aux pieds... j'ai pleuré."

Comme **Myriam Amara**, les journalistes de „desk" sont nombreux à éprouver de la tristesse et de la souffrance. Les éditeurs photos et vidéos de l'AFP pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord en témoignaient récemment sur le blog de l'agence, dans un post appelé: „La mort à l'écran: éditer les images d'horreur". Leur travail de tri est essentiel, mais si pénible. Pour tenir le coup, les éditeurs de l'AFP disent parler entre eux, plaisanter pour rendre le travail moins pénible.

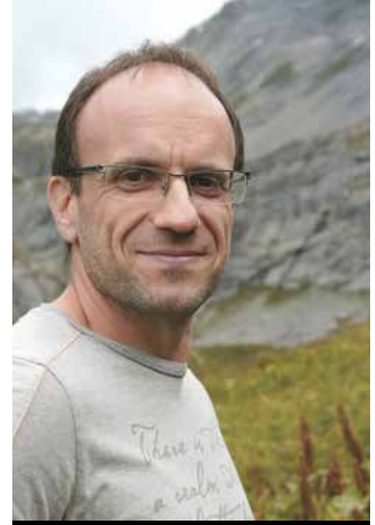
Myriam Amara

Face à la violence, les collègues sont parfois la première „bouée de secours" et en cas de coup dur, leur aide peut être précieuse. Les innombrables lettres et cartes de soutien qu'il reçoit de la rédaction pendant son congé maladie longue durée, Dominik Hertach ne les oubliera pas. „Voir qu'on pensait à moi m'a fait beaucoup de bien." A l'ATS puis à Newsnet, Myriam Amara découvre „avec soulagement" qu'elle éprouve la même tristesse, la même colère que ses voisins de bureau. Sonia Bellemare est touchée par „la grande gentillesse" des collègues les jours suivant le drame.

Sollicitude, aussi, des rédactions en chef. **Jean-Yves Gabbud**, alors adjoint au „Nouvelliste", dit avoir passé „des heures au téléphone" avec les correspondants du journal lors de l'accident de Sierre, pour „gérer les aspects pratiques mais aussi leur dire qu'ils n'étaient pas seuls". Quant à Béat Grossenbacher de l'ATS, il s'est rendu à Sion pour rencontrer le bureau valaisan après le drame. „Si quelqu'un avait demandé à recevoir une aide psychologique, il l'aurait obtenue", précise-t-il.

Car l'amitié, ça ne suffit pas toujours. A son retour de Syrie, complètement bouleversé par la mort de son ami Gilles Jacquier, Patrick Vallélian souligne que ses collègues, s'ils ont fait preuve de beaucoup de compassion, n'étaient „pas outillés" pour faire face à son traumatisme. „Peu de gens comprennent qu'une blessure à l'âme, même si elle ne se voit pas, c'est comme une jambe cassée."

Et guérir l'âme, c'est comme guérir une jambe cassée, ça ne s'improvise pas. Il n'y a souvent qu'une solution: l'aide d'un professionnel. Dominik Hertach n'a pas hésité à aller consulter lorsque le canton de Zoug a mis des thérapeutes à disposition. Du côté des rédactions, s'il fut une époque pas si lointaine où parler de sa tristesse revenait à confesser une inavouable faiblesse, les mentalités ont bien changé. „Quand j'ai commencé dans le métier, **l'aide psychologique** aux journalistes était inexistante. La question ne se posait même pas: il fallait surmonter ça seuls, même si on a toujours pu compter sur la compassion et l'écoute des collègues. Pourtant, les cellules de crise et le débriefing, ce n'est pas superflu", souligne le rédacteur en chef adjoint de l'ATS Béat Grossenbacher, journaliste depuis 32 ans. Et de donner en exemple l'aide „salvatrice" reçue d'un thérapeute lorsqu'il y a quelques années, il a été victime avec sa famille d'un grave accident de voiture.


Jean-Yves Gabbud

Patrick Vallélian non plus n'a pas hésité à se faire aider. „C'était une nécessité absolue. Chaque fois que je reparlais de Gilles, tout me revenait à la gueule comme un boomerang." Lorsqu'il rentre de Syrie, „L'Hebdo" lui propose un psy. Il y va brièvement, prend quelques jours de congé puis décide de payer de sa poche quelqu'un en qui il a „pleine confiance". „J'ai toujours pensé que c'était nécessaire de débriefer."

De son côté, peu après le drame de Sierre, Sonia Bellemare reçoit un e-mail de la cheffe du personnel du „Nouvelliste" offrant une assistance psychologique à ceux qui avaient couvert l'événement. „C'était une très bonne surprise, car je n'avais jamais pensé que la rédaction devrait se préoccuper de mon âme. En deux séances, j'ai réussi à tourner la page. Reste de la tristesse, mais je ne suis plus dans le choc infini des premières semaines", dit-elle.

Enfin, lorsque à l'ATS, Myriam Amara craque face aux images du World Trade Center, son supérieur propose l'intervention d'un psychologue de la police cantonale. „La rédaction en chef a réagi très intelligemment et le soutien était totalement adéquat: il n'y avait pas de jugement", souligne-t-elle.

Au contraire, Laurent Gilliéron n'a pas consulté après l'accident de car de Sierre. „Mon rédacteur en chef m'a demandé si j'avais besoin de parler, mais l'écoute de mon épouse, infirmière, et le débriefing avec l'ATS à Sion m'ont suffi. J'ai la conscience tranquille: j'ai l'impression que mon job, je l'ai fait correctement." Car au final, au-delà des états d'âme, c'est de cela dont il s'agit: accomplir son **devoir** professionnel. Malgré les émotions? Surtout, avec elles. Comment relater une guerre sans la moindre compassion? Comment photographier un enterrement, un accident sans éprouver, pour les victimes, la moindre des sympathies?

La peine que l'on ressent en voyant la photo de Laurent Gilliéron d'une fillette en deuil après l'accident de Sierre, est aussi la sienne. „Cette scène m'a touché autant que la vision du car accidenté", dit-il. Sans sombrer dans le pathos, sans oublier leur mission – à l'image exemplaire de Dominik Hertach dont le premier réflexe a été d'appeler l'ATS –, le métier de journaliste, c'est cela aussi: comme le disait Albert Londres, „porter la plume dans la plaie". Cette plaie, ces plaies, qui sont aussi les nôtres.

service de presse

Publicité

La Banque Coop reverse spontanément toutes les rétrocessions à sa clientèle. Car seul quelqu'un ne recevant pas de rétribution de tiers peut vous conseiller en toute indépendance.

Pour les membres du SSM: rabais de 25% sur les offres de conseil

La Banque Coop ne reverse pas seulement toutes les rétrocessions dans le cadre des mandats de gestion de fortune, mais également dans celui des offres de conseil et de l'E-Dépôt.
www.banquecoop.ch/ssm

fair banking
banque coop

„Nous aussi, nous pouvons souffrir"

Reporter au „Nouvel Observateur" depuis 1985, auteur de centaines de reportages, Jean-Paul Mari a publié en 2008 une vaste et poignante enquête sur le syndrome de stress post-traumatique affectant les personnes qui ont frôlé la mort ou y ont assisté. Parce que cette maladie est invisible, il a donné pour titre à son livre et à son film documentaire: „Sans blessures apparentes".

EDITO+KLARTEXT: *Pourquoi parle-t-on encore si peu des blessures psychiques chez les témoins de drames?*
Jean-Paul Mari: D'abord, parce que les victimes elles-mêmes ont beaucoup de peine à s'exprimer. Il n'existe pas de mots pour décrire le face-à-face avec le néant absolu de la mort: le cerveau lui-même est démuni. Et même si ces personnes essaient de le faire, souvent on ne veut pas les entendre. Enfin, parler de ce mal est encore trop fréquemment perçu comme un aveu de faiblesse et une lâcheté dans certains milieux, notamment chez les militaires.

Vous avez publié votre livre en 2008. En six ans, le débat s'est-il ouvert?
Les mentalités évoluent dans la bonne direction. Cependant, face à un événement affreux comme une guerre, on a toujours de la peine à se reconnaître victime. Mais ce n'est pas parce qu'on a choisi d'aller sur ce terrain, et d'exercer ce métier, qu'on ne souffre pas. Il n'y a pas besoin d'avoir perdu un proche pour se sentir mal. La culpabilité doit être dépassée. Etre traumatisé, ce n'est une question ni de talent, ni de courage, ni d'expérience, mais une épreuve qui existe de tout temps et en tous lieux. Voyez la guerre du Vietnam: le suicide de soldats américains en souffrance a doublé le bilan final des morts. Le conflit en a tué 50 000 à 55 000 sur le terrain et 102 000 au retour, selon un décompte de 1989...

Les journalistes évoquent-ils facilement ce traumatisme?
Oui. Il y a encore des réticences, des collègues et des chefs pour dire que ce n'est rien, que ça va passer, mais la jeune génération est beaucoup plus consciente du problème. Un grand pas a été franchi dans notre profession quand on a pu dire: à nous aussi, ça peut nous arriver, pas seulement aux militaires et au corps médical. Désormais, il y a une parole là autour: votre article le prouve. Et quand les reporters rentrent, les chefs les envoient plus facilement vers un psychologue si le besoin s'en fait sentir.

Il y a les assassinats, les enlèvements, les traumatismes... couvrir une guerre, est-ce que ça en vaut vraiment la peine?
Si le reportage de guerre n'était que mort et traumatisme, non, ça n'en vaudrait pas la peine. Mais ce n'est pas que ça: c'est une initiation à un autre monde, le fruit de l'envie de comprendre et de la volonté de raconter. Chaque fois qu'on s'en prend aux journalistes, c'est pour contrôler le récit des événements et faire en sorte que la propagande prime sur la vérité. Face à cela, notre devoir est d'aller partout où l'on peut aller. Vous savez, un alpiniste n'escalade pas une montagne en pensant qu'il pourrait tomber: il ne pense qu'au sommet...

Il y a tout de même des endroits, comme les zones contrôlées par les jihadistes en Syrie ou en Irak, où il vaut mieux ne pas mettre les pieds...
Je n'ai pas dit qu'il fallait adopter une attitude résolument suicidaire – et donc improductive. Si aujourd'hui, je me rends dans ces endroits, j'ai la quasi-certitude d'être kidnappé et une forte probabilité de mourir. Mon métier n'est pas d'aller là-bas pour mourir. Il est d'être témoin et de revenir pour raconter. Bien faire son travail, c'est aussi s'assurer de ça.

„Sans blessures apparentes",
Jean-Paul Mari, Editions Robert Laffont, 2008

service de presse

Que ce soit un «Early Bird» ou un «Last Minute» –
nous sommes toujours là pour vous!

Service de presse Hotelplan Suisse
Sägereistrasse 20, 8152 Glattbrugg, tél. 043 211 83 48
prisca.huguenin@hotelplan.com, www.hotelplan-suisse.ch

Hotelplan SUISSE

MIGROS Vacances · Hotelplan · travelhouse · TOURISME POUR TOUS · GLOBUS VOYAGES · bta first travel ag

„Désespérément honnête"

Journaliste et écrivain, Laurence Deonna publie ses „Mémoires ébouriffées". En voici deux extraits. Le deuxième concerne „La Guerre à deux voix", livre sur le conflit israélo-palestinien publié en 1986.

Le livre de Laurence Deonna vient de paraître aux Editions de L'Aire.

PRÉFACE

„Pour s'exprimer par l'écriture, on fait avec ce qu'on a: des mots. C'est à la fois beaucoup et pas grand-chose. D'où quelquefois cette impression qu'entre la réalité telle que je l'ai ressentie et les mots pour la dire, l'espace est aussi vaste que le désert de Gobi. L'objectivité? Je n'en crois pas... un mot. Même en faisant l'effort d'être honnête, ce qui est désespérément mon cas, il arrive que la subjectivité s'en mêle et que je fictionne sans doute un tantinet. D'ailleurs l'Histoire elle-même serait-elle objective? Voyez plutôt les livres qui lui sont consacrés et qui, comme les serpents, font régulièrement leur mue.

La subjectivité de la mémoire est une chose, l'exactitude des faits en est une autre, et chacune a sa vérité. Et puis, un récit de vie n'est pas un constat de police! Certains me reprocheront de sauter du coq à l'âne et/ou de ne pas respecter la chronologie. Je l'ai voulu ainsi: plutôt que de donner à mon texte une logique artificielle, comme le voudrait l'usage, j'ai préféré offrir ces souvenirs tels qu'ils se sont présentés à moi: ébouriffés."

A PROPOS DE „LA GUERRE A DEUX VOIX"

„Cinquante ans que je traîne cette blessure sans oser la rouvrir et sans oser la dire. Année après année, je l'enfouissais au plus profond de moi. Il m'a fallu beaucoup de reportages et de visions insoutenables pour m'avouer enfin à moi-même ce qui me crevait les yeux depuis toujours: ma détestation des armes découle en grande partie de ce drame.

(...) Mon père craignait-il les voleurs? L'avait-on personnellement menacé? Nous étions en 1952, sept ans seulement après l'armistice. Aurait-il oublié de se débarrasser d'une arme, qu'à l'instar de beaucoup de ses contemporains, il avait détenue durant la guerre? Quoi qu'il en soit, il avait rangé un revolver chargé dans l'un des tiroirs de son bureau et les touche-à-tout que sont les enfants de se mettre à revisiter l'appartement de fond en comble, en l'absence de leurs parents... et le jeu de tourner à la tragédie... Plus tard, je me suis souvenue de ce que j'avais surpris ma mère soulignant à propos de Petit Pierre: „Cet enfant est si sensible, comme s'il n'était pas vraiment de notre monde."

Je téléphone à ma grand-mère. Un médecin accourt. On déshabille l'enfant. On retire la balle de revolver de sa poitrine. On la lui bande. On lui ferme les yeux. Couché si frêle et la peau si douce, Petit Pierre, dans son pyjama imprimé d'éléphants bleus. Une mentonnière retient sa mâchoire. Il ne me parlera plus jamais. Il avait sept ans. J'en avais quinze. Son regard bleu foncé était celui d'un enfant qui, sans avoir encore vécu, semblait avoir déjà tout compris de la terrible mélancolie des choses.

(...) Sans la mort de Petit Pierre, aurais-je écrit „La Guerre à deux voix"? Aurais-je eu l'idée d'aller interviewer, au Moyen-Orient, des femmes dans la guerre? Aurais-je ressenti aussi fortement le besoin de leur donner la parole? Aurais-je autant cherché à comprendre leur douleur si je n'avais pas été marquée moi-même au fer rouge par la douleur de ma propre mère?

Un livre comme celui-là ne naît pas comme ça, un beau matin, en ouvrant ses volets et en interrogeant le ciel. Il y faut une conjonction de faits et de sentiments. „La Guerre à deux voix" a mûri longtemps avant de s'imposer à moi pour ne plus me lâcher. Je me souviens que le fruit est définitivement tombé de l'arbre, un jour de 1980, où je rêvassais, le front collé contre la vitre poussiéreuse du bus reliant Le Caire à Alexandrie: j'allais tendre mon micro à des femmes, et de plus à des femmes ennemies que la guerre avait dressées les unes contre les autres. Un projet comme celui-ci aurait-il été pensable en Europe, durant la guerre, entre des femmes allemandes et des femmes françaises?

Je me refusais à croire qu'il s'agissait là d'une mission impossible. Trop d'années que je passais et repassais du camp israélien au camp arabe, et du camp arabe au camp israélien, en y retrouvant à chaque fois les mêmes propagandes, les mêmes mensonges et „tout ça c'est trop chaud, trop frais, trop récent, trop proche, votre livre est invendable, les deux camps le boycotteront"; ou encore „trois cents pages de larmes de femmes, qui cela peut-il bien intéresser?" Un éditeur new-yorkais n'y alla pas par quatre chemins: „See, honey, peace doesn't sell, Rambo sells!" La paix ne se vend pas, ma p'tite dame, Rambo, lui, se vend! En l'écoutant pérorer du haut de son gratte-ciel, mes pensées allaient à ces femmes meurtries par la guerre que leurs gouvernements avaient étiquetées ennemies, et qui pourtant m'avaient fait confiance. J'avais mal pour elles.

Enfin un oui à l'automne de 1985. Le oui de deux éditeurs avec du cœur. Et „La Guerre à deux voix" de prendre peu à peu sa vitesse de croisière. Le téléphone arabe m'informa que Yasser Arafat, le chef de l'Organisation pour la Libération de la Palestine, l'avait lu dans sa traduction américaine et l'avait aimé. Et son frère Fathi de me résumer ainsi les paroles de l'homme à la keffieh: „A sa façon, ce livre œuvre pour la paix en faisant comprendre aux Israéliens que leurs femmes souffrent comme les nôtres et à quel point elles souffrent."

Aucun mot n'est innocent

Comment des formulations sont-elles „figées" dans le discours médiatique? Sous l'effet de quelles orientations plus ou moins voulues? Les réflexions de Thierry Herman, enseignant en rhétorique et journaliste.

Dans le discours politique français, le nom d'Etat islamique est désormais proscrit pour privilégier „Daesh", acronyme arabe de l'„Etat islamique en Irak et au Levant". Tant la désignation politique d'Etat, impropre à un groupe terroriste, que l'amalgame possible entre islamique et islam gênent le gouvernement français. Les médias suivront-ils le mouvement?

Aucun mot n'est innocent, vierge de toute influence. Dans le jargon des linguistes, le „dialogisme interdiscursif" couvre l'idée selon laquelle l'emploi d'un terme est toujours un écho ou une résonance d'un emploi passé, se couvre d'une épaisseur historique qui, parfois, devient trop importante. La pièce de théâtre et film „Le prénom" illustre ainsi l'immense pression sociale poussant à ne plus donner le prénom d'Adolphe à un enfant après Hitler, même sous sa forme francisée. Autre exemple: en 2009, le gouvernement américain ne parle plus de „War on Terror" mais d'une très bureaucratique et lénifiante „Overseas Contingency Operation" avant d'adopter désormais „Countering Violent Extremism".

Même si la vie historique d'un terme ou d'un nom est largement imprévisible, la volonté d'avoir sous contrôle la manière de dénommer le monde reste une préoccupation politique majeure. La novlangue inventée par George Orwell dans „1984" illustre une profonde réflexion sur un langage créé de toutes pièces au service d'un but, d'une idéologie dont le locuteur se fera, éventuellement sans le savoir, le „porte-parole". Victor Klemperer, philologue juif, a rendu compte en pleine guerre, dans des carnets qui deviendront Lingua Tertii Imperii, des inventions linguistiques du IIIe Reich ou de l'usage positif du terme „fanatique". Il faisait cette célèbre analyse implacable: „Les mots peuvent être comme

Thierry Herman enseigne la rhétorique aux universités de Neuchâtel et Lausanne.

de minuscules doses d'arsenic: on les avale sans y prendre garde, ils semblent ne faire aucun effet, et voilà qu'après quelque temps l'effet toxique se fait sentir."

Cette forme de plasticité du mot n'est pas l'apanage unique des idéologues fascisants. Imposer une langue „politiquement correcte" montre une même volonté de contrôle, certes moins pour imposer une vision du monde que pour se préserver d'une vision considérée comme non-souhaitable. Dans ce domaine aussi, l'usage du mot peut faire retourner l'arme contre l'agresseur. Par exemple, l'étiquette „populiste", usée jusqu'à la caricature pour dénoncer un adversaire politique, est désormais revendiquée par certains hommes politiques contemporains (Grillo, Mélenchon...).

Les linguistes parlent d'„**orientations argumentatives**". Celle du „régime de Bagdad" n'est pas la même que celle du „gouvernement irakien". Parler en Ukraine des „rebelles prorusses" et non de „résistants anti-ukrainiens" donne une image différente d'une réalité pourtant identique.

L'enjeu pour certains groupes d'intérêt est d'imposer une étiquette. De rendre naturelle une construction qui est parfois d'abord artificielle. Ainsi les mouvements anti-avortement, rétifs comme on peut l'imaginer à la connotation négative d'être anti-quelque chose, se désignent comme „pro-vie". Afin d'éviter de passer pour „anti-vie", les associations en faveur de l'avortement ont répliqué en choisissant l'étiquette „pro-choix". De la même manière, la connotation liée à la forme de contrôle que représente le vocable „caméras de vidéo-surveillance" est transfigurée par l'appellation plus politiquement favorable de „caméras de vidéo-protection".

Imposer une vision du monde par le langage n'est pas sans effet dont on peut être plus ou moins dupe. Les officines de **communication** politique tout comme les relations publiques des grandes entreprises ont bien compris l'enjeu. Les petites phrases, les argumentaires, les éléments de langage, les QR (questions-réponses) sont autant de pratiques pensées dans la communication politique professionnelle dans l'espoir de faire circuler dans le champ médiatique les mêmes formulations. La „petite phrase" ne vaut que si elle est citée; elle est entièrement conçue pour anticiper sa reprise, combinant à la fois une assertion forte et une autonomie qui la rend détachable de son contexte immédiat. Les éléments de langage sont moins saillants ou provocants, mais donnent une série de formulations possibles et convenues à propos d'un thème: ce stock **d'énoncés mobilisables** – à disposition des communicants mais non des journalistes – permet d'éviter des glissements sémantiques imprévus, des gaffes, des polémiques inutiles, des maladresses.

Par ailleurs, les éléments de langage donnent l'image d'une même ligne directrice et idéologique parmi les acteurs d'un parti qui s'en servent. Ce contrôle du discours est un indice de la haute professionnalisation de la communication politique et publique – il y a aujourd'hui plus de quatre personnes travaillant dans les relations publiques pour un journaliste en Angleterre. L'anticipation du travail journalistique en est la clé: imaginer des argumentaires ou des QR, c'est devancer le travail médiatique par des réponses à donner en fonction de questions ou de contre-arguments probables.

Toutefois, si ces essais de contrôle de la parole médiatique par des documents préparatoires sont une des sources de **résurgence** fréquente des mêmes termes et formules, ils ne suffisent pas à expliquer comment et pourquoi on constate une forme de stabilisation dans la manière de faire référence au monde. Le premier aspect nécessaire à prendre en compte est le **figement**. Une forme de désignation doit suffisamment se répéter pour s'imposer: le „forcené de Bienne" par exemple. Le second aspect est la mise en circulation. A un moment donné, à cause de ce que le sociologue Pierre Bourdieu a appelé la circulation circulaire de l'information, la désignation en voie de figement fait boule de neige. Reprise par un nombre croissant de médias, elle en devient en quelque sorte l'appellation officielle. Ainsi le scandale du Watergate est-il non seulement devenu une formule figée, mais le suffixe –gate a même pu donner lieu à d'autres affaires procédant au même figement: celle du „pornogate jurassien" de 2009.

Le travail des médias est-il à mettre en cause dans ce processus de figement qui peut aller jusqu'à la caricature? Pour Alice Krieg-Planque, spécialiste de la formulation, „les médias ont dans la fabrication des formules un rôle de publicisation, mais ils apparaissent plus fréquemment comme des opérateurs de circulation que comme des créateurs ou des initiateurs". Responsables, mais pas coupables?

Le piège de l'excitation

Après les affaires Geri Müller et Carlos, après la NSA et Wikileaks, le temps est venu de prendre le pouls de l'agitation journalistique. Commentaire de Christoph Keller (*)

Jamais encore le journalisme n'a été aussi pénétrant ni si diversifié. Si vous cliquez sur kennedyandoswald.com et vous naviguez parmi toutes les biographies rassemblées de Lee Harvey Oswald et de John F. Kennedy, vous pouvez vous faire une idée online de la multiplicité des fabulations. On vous fait voyager dans un monde d'images, de sons originaux, dans des extraits de films, accompagné par une jolie musique d'ambiance; il y a des cartes, des facsimilés des lettres d'Oswald, on peut voir les originaux des plans d'attaque de Kennedy sur Cuba, etc.

Ou, en moins spectaculaire: le grandiose reportage autour du Maracanã sur srf.ch, alternant son et image; ou la page d'accueil de n'importe quel journal, prenons par exemple zeit.de – elle donne accès à une foule de liens, de vidéos, en passant par des commentaires, le tout bien emballé, comme si on y était; l'édition papier elle-même renvoie à cet espace tridimensionnel, ne serait-ce que par la possibilité de se faire lire des articles. Sur watson.ch, on ingurgite en accéléré les 401 buts de Lionel Messi; sur longform.com, on lit les meilleurs reportages et portraits parus dans les meilleurs magazines anglophones.

Jamais encore il n'y a eu des accès aussi multiples, rarement tant de formes de texte expérimentales, **jamais encore le journalisme n'a autant fait éclater ses limites formelles avec les anciennes et les nouvelles techniques pour rendre compte, commenter, illustrer ce monde fragmenté dans lequel nous vivons,** aussi dans les blogs, dans Habitat et Jardin, etc.

Pourtant, au milieu de ces possibilités d'accès sans limite, il y a comme un malaise. Le malaise se nourrit du soupçon, dont les signes avant-coureurs existent depuis un moment, que dans ce monde médiatisé aux opinions si diversifiées et imagées, le cœur de la profession s'est déplacé; **ce n'est plus la volonté d'informer qui est au centre, mais le besoin de reconnaissance.**

Nous savons depuis Georg Frank que la reconnaissance fait partie de la même logique de valorisation que d'autres denrées rares; elle peut être capitalisée, elle peut être augmentée. La reconnaissance est un critère individuel qui sur le marché peut gagner ou perdre en valeur, mais ne veut qu'une chose: être davantage. Et celui qui s'y plie doit se lancer dans la bataille quotidienne pour être vu.

Celui qui dans le journalisme suit le principe de la reconnaissance aimerait échanger au plus vite l'atmosphère laborieuse et un peu suffocante de la salle de rédaction (aujourd'hui la Newsroom) pour les lumières brillantes de la foire médiatique à l'extérieur. Dans ce marché, ce sont les clics qui donnent le ton, des instruments de mesure pointus qui indiquent le temps de consommation de formats TV ou radio. C'est la diffusion virale par les médias sociaux – mais au bout du compte, là aussi plane la menace des bons vieux chiffres de tirage.

C'est déjà une chose complexe que de mesurer cette reconnaissance, c'est encore bien plus difficile lorsqu'il faut sans cesse la réveiller, la maintenir, la retenir. Cela parce que l'utilisateur moderne zappe constamment entre kiosque, Ipad,

Photo Marion Nitsch

Réunion de rédaction: Dominique Eigenmann et ses collègues du „Tagesanzeiger".

androïde, Netflix, Apps et se constitue son information selon son bon gré, son profil, ses préférences, la forme du jour, l'envie et l'humeur. Seule une minorité de médias, en règle générale ceux que l'on désigne sous l'appellation de „médias de qualité", admettent qu'ils pourront à l'avenir aussi continuer à entretenir avec leurs récepteurs un lien privilégié dans le temps. Un lien qui peut se passer de ce constant besoin de reconnaissance, qui s'appuie sur une relation de confiance avec l'utilisateur et ne doit pas sans cesse se baser sur le renouvellement. Cela, bien sûr, pour autant que le nombre des abonnés et les taux d'audience sont satisfaisants.

Tous les autres sont dans le stress perpétuel de reconnaissance.

Ils connaissent la versatilité du pouce qui caresse l'Iphone et pour retenir ceux qui voudraient aller zapper ailleurs, ils ont mis en pratique une technique culturelle qui possède aussi une force d'attraction: **la production d'excitants.** La production d'excitants est devenue le moteur de beaucoup de rédactions et Philipp Loepfe a probablement raison lorsqu'il écrit sur watson.ch que dans le paysage médiatique suisse, il y a de plus en plus de rédactions qui se nourrissent de la vision du monde de la chaîne conservatrice Fox News. Le monde est partagé entre haut et bas, droite et gauche, masculin et féminin, on s'immisce dans la vie des réfugiés et des élites, on relate, comme la „Sonntags-Zeitung", un complot sous la coupole fédérale, on diffame, comme la „Weltwoche", des contemporains peu populaires, on se jette, comme „Schweiz am Sonntag", sur les personnes à l'assistance, on tire à boulets rouges, comme le fait la „Basler Zeitung", sur des personnes du gouvernement et de l'administration, et on déclare la guerre publique à des conseillers communaux. D'un incident on crée un événement, d'un événement une affaire, d'une affaire un scandale – pour cela il suffit juste d'avoir la bonne dose de pertinence dans les propos.

Mais le phénomène de l'excitant se nourrit aussi d'un engrais plus subtil.

C'est le point de jonction entre la vie privée et la vie publique qui est la nouvelle source du scandale et de l'excitation, et qui est ainsi redécouverte et utilisée; on met ses lunettes teintées de morale et on juge (d'un point de vue exclusivement moral) des personnalités de la vie publique. On peut clairement voir les nouvelles dimensions d'une telle approche au travers de l'affaire Hildebrand, de l'affaire Geri Müller et aussi de l'affaire Carlos (jeune délinquant zurichois converti à l'islam): les médias relatent, commentent, jugent des événements qui à y regarder de plus près sont bien différents de ce qui en est dit, et surtout qui ne méritent pas une telle résonnance médiatique. La courbe d'excitation est poussée vers le haut d'après un schéma de scandalisation qui se base sur la rupture d'une norme, et qui est ensuite apprêté à toutes les sauces et par tous les moyens médiatiques pour jouer sur la corde sensible du public. Ou pour être plus précis, pour cultiver les ressentiments bien ancrés dans ce public de notre société empreinte de jalousie, et qui peut ainsi laisser libre cours à sa haine à l'encontre de ceux qui sont mieux lotis (des privilégiés en somme).

L'excitation ne fonctionne pas toujours de façon linéaire. Dans le cadre du Gerigate (affaire Geri Müller), plusieurs médias d'importance ont fait opposition et se sont focalisés sur Patrick Müller, rédacteur en chef de „Die Schweiz am Sonntag", qui a déclenché le scandale. Ils se sont attachés à démonter les mécanismes utilisés dans cette affaire montée en épingle. Un exemple qui montre à quel point les médias de qualité jouent encore un rôle de premier plan grâce à leur éthique et à un système de checks and balances de ce qui peut être publié ou non. Dans d'autres affaires, il n'y a pas eu de correctifs, ou alors très tardivement (la reconsidération de l'affaire Carlos est un excellent exemple à ce sujet) et la réparation n'est alors plus possible.

Le déclenchement d'un scandale basé sur une vision manichéenne du monde, sur le bien et le mal, a des répercussions non négligeables. L'indignation est alimentée dans les colonnes de commentaires, la rédaction s'en trouve justifiée, les clics, les likes font leur travail et le carrousel de l'indignation peut tourner à plein régime. L'état de la profession risque ainsi de se faire complice du populisme parce que les thèmes au potentiel excitant sont en général explorés au détriment des autres.

C'est ainsi que des questions sociales et politiques complexes se voient écrasées par cette tendance à l'excitation:

- Le scandale des écoutes autour de la NSA qui a été mis en lumière dans le monde entier sur la base de recherches approfondies n'a fait que quelques vagues parce que les ressources ont manqué pour creuser davantage;
- Les médias n'ont pu que se frotter les yeux après l'acceptation de l'initiative UDC sur l'immigration de masse, voyant qu'ils étaient passés à côté du sujet et y avaient même contribué par goût du sensationnel. S'abstenir de prendre position, jouer avec le feu, tout mettre en doute, c'est là „une activité qui demande peu de courage et d'idées", écrivait Constantin Seibt après la votation.
- Sur le thème des relations entre la Suisse et l'Union européenne, on critique et on agite la peur, mais personne ne se donne la peine d'enquêter sur le fond. Personne ne pose la question de savoir sur quoi repose cette conscience insulaire de la Suisse.

Mais quand le dénigrement passe avant le respect, quand la polémique prend le dessus sur l'analyse, **il y a alors une déperdition du centre, qui est vital pour une société démocratique.**

Dans ce centre, il faudrait pouvoir discuter, prendre en compte et transformer ces valeurs essentielles que sont le respect de l'autre, la relation à la différence, la justice, l'égalité. Des valeurs qui exigent une approche soignée, nuancée, et qui risquent de sombrer sous le diktat de l'excitation.

Il est clair aussi que là où règne l'excitation, les cibles de l'excitation sont mises à l'écart de la société:

- Les personnes d'origine étrangère (qui sont nombreuses en Suisse) sont considérées comme exotiques ou présentées comme des criminels potentiels; elles n'ont aucune chance d'être perçues comme des citoyens normaux.
- Les femmes actives avec enfants (il y en a aussi beaucoup en Suisse) sont des héroïnes („elle maîtrise!") ou des mauvaises mères qui négligent leurs enfants.
- Ceux qui veulent vivre de façon écologique (ils ne sont pas peu nombreux) se voient coller selon les cas des étiquettes „d'illuminés" ou de „sauveurs de la planète"; ceux qui s'engagent pour l'égalité (eux aussi sont nombreux) sont catalogués comme des bien-pensants.

Dans ce climat général d'excitation, sentant dans sa nuque le souffle des clics, des chiffres de tirage, des colonnes de commentaires, le journalisme ne remplit plus la fonction principale qui est la sienne: la reconnaissance de l'autre, de la différence, en tant que partie intégrante de la citoyenneté en perpétuelle évolution. Le journalisme ne représente plus la réalité, mais l'occulte, de telle manière que **se creuse de plus en plus un fossé entre la réalité et le compte rendu faussé et exalté qui en est donné**.

La citoyenneté diversifiée mérite mieux. Toutes ces biographies disparates et uniques devraient être explorées sans à priori, avec soin et curiosité, avant d'être données en pâture à la machine d'excitation.

Et les journalistes? Dans cette escalade quotidienne d'exagérations, d'histoires tirées par les cheveux, d'attaques, de raccourcis faciles, ils dilapident leur capital: leur savoir-faire. Un savoir-faire qui devrait interdire de copier les autres (comme cela arrive parfois), de ne pas confronter les personnes concernées aux reproches qui leur sont adressés (comme cela arrive souvent), de commenter subtilement (très souvent) des comptes rendus factuels, de ne plus distinguer l'apport rédactionnel de ce qui a été cueilli sur la toile, que ce soit sur Youtube, Vice, Buzzfeed ou ailleurs, de publier des articles sponsorisés (pratique courante sur watson.ch), de ne plus laisser de place nulle part pour des critiques sur ce qui a été publié, ou de la réflexion sur la pratique journalistique. Tout cela est remplacé par des forums où cette société de l'excitation peut prendre toute la place.

Le courage, une ligne de conduite, une attitude claire, la sincérité font partie des grandes vertus du journalisme. Aujourd'hui elles sont menacées de toutes parts.

En raison de la pression économique, du manque de personnel rédactionnel (vieille rengaine), le temps manque pour des recherches approfondies. Ce ne sont plus les journalistes, mais des organisations non gouvernementales qui, grâce à leurs ressources en experts et scientifiques, peuvent amener des études fouillées et procurer ainsi de quoi nourrir les articles, mais sans qu'on ait les moyens d'aller plus loin. Et on ne voit pas très bien non plus ce que peuvent faire ces rédactions diminuées face aux réseaux sociaux lorsqu'une organisation terroriste diffuse sur Youtube une décapitation filmée en direct et impose ainsi crûment sa place dans le monde médiatique.

Jamais encore, en effet, le journalisme n'a été aussi diversifié et coloré.

Mais si la profession ne redescend pas de son état d'excitation, si elle ne parvient pas prendre de la distance avec son goût permanent du scandale, **elle ne pourra plus être prise au sérieux dans son rôle de quatrième pouvoir.**

Encore une fois, en dernier ressort elle se fait la complice du populisme et celui-ci est l'antithèse de la démocratie.

(*) **Christoph Keller** est journaliste à SRF 2, auteur et écrivain.

Photo Reto Camenisch

Peter Van Agtmael: „Mes photos de guerre sont des symboles critiques de ces conflits."

„La machine médiatique gémit sous son propre poids"

Photographe chez Magnum, Peter Van Agtmael propose des images vibrantes de régions en guerre: Irak, Afghanistan, Israël et Palestine. Rencontre à l'occasion de son masterclass au MAZ (*) de Lucerne.

EDITO+KLARTEXT: *Quel est le message principal que vous aimeriez transmettre aux photographes de presse en Suisse?*
Peter Van Agtmael: Qu'ils dépassent leur propre zone de confort. Je voudrais qu'ils fassent ce qu'ils désirent au fond d'eux-mêmes mais n'ont pas encore osé faire. Dans la plupart des cas, cela signifie s'adresser à des étrangers pour obtenir une photo, prendre du temps, positionner le visage, contrôler la lumière, de sorte qu'il en résulte un portrait avec de la profondeur et de la signification. Un morceau d'âme dans une image en deux dimensions. La plupart des photographes sont timides, il est essentiel de dépasser cette timidité.

Dans quelle mesure est-ce important pour un photographe de guerre?
Par nature, la guerre exige de quitter sa zone de confort. Pour une personne qui a grandi dans un pays en paix comme la Suisse, ou comme moi dans une banlieue de Washington, c'est un énorme défi. Qu'il s'agisse de photos de guerre, de documentaires ou de portraits, les mêmes règles doivent être appliquées: une approche respectueuse des personnes, une pleine conscience à chaque dixième, chaque centième de seconde, une interprétation aiguë de la lumière, de la gestuelle et des couleurs, et tout cela en même temps.

Quelles sont les questions qui reviennent souvent chez vos jeunes collègues?
Beaucoup de questions pratiques: comment approcher les rédacteurs, quels thèmes sont les plus demandés, comment concilier un travail de commande avec les autres travaux en cours, comment développer une touche d'auteur personnelle qui soit aussi compatible avec le mainstream médiatique, et l'équilibre entre tous ces éléments. En tant que photographes de presse, nous ne sommes pas des artistes conceptuels. La question est: comment rester soi-même tout en existant sans faire trop de compromis.

Y parvenez-vous? La photographie de guerre autorise-t-elle une touche d'auteur personnelle?
Absolument. Qu'on reconnaisse l'auteur, cela joue un grand rôle dans mon travail. Mes images de guerre sont des symboles critiques de ces conflits. Il y a derrière des décisions personnelles: ce que je veux montrer et faire ressentir aux gens, comment je veux éditer ces images. Une fois ces décisions prises, il en résulte inévitablement un document personnel.

Quels sont vos critères pour décider de ce qui doit être montré ou pas?
Je m'informe. Tant qu'on ne se préoccupe que d'aspects esthétiques, de composition et de mise en scène, les recherches ne sont pas forcément nécessaires. Mais dans mon approche de la photographie, davantage axée sur le contenu que sur l'esthétique, elles sont déterminantes. Mes images les plus marquantes ne sont venues qu'avec le temps, après beaucoup de discussions et de lectures. C'est ainsi que j'ai appris où diriger mon appareil photo. Là où les choses se produisent naissent aussi inévitablement des images visuellement fortes.

Vos images donnent souvent une impression fugitive, mouvante et authentique, on vous a qualifié d'impressionniste du pixel. Que recherchez-vous?
Je n'aime pas les photographies qui monumentalisent et esthétisent. Trop d'esthétique signifie simplification. J'ai réalisé à quel point ce que je voyais était complexe. A partir de là, j'ai développé un style qui me permet de donner une cohérence à des moments disparates. Les thèmes sérieux doivent être traités de manière vraie et sincère. Je ne veux pas que l'intégrité d'une image soit mise en question par des considérations esthétiques.

Susan Sontag a critiqué le fait que la photo esthétise inévitablement la souffrance et par là neutralise son effet sur l'observateur. Etes-vous d'accord avec elle?
Je pense que c'est exagéré. Tout ce qui a une force est esthétique et tout ce qui est esthétique possède de la force. Tout dépend comment on définit l'esthétique.

„Mes photos de guerre sont des symboles critiques de ces conflits."

Vous laissez-vous inspirer par d'autres photographes?
Absolument. J'apprends tout le temps et je regarde beaucoup de livres. Avant je ne m'intéressais qu'à la photo de presse classique, James Nachtwey, Sebastião Salgado, etc. Maintenant je m'intéresse aussi à Robert Mapplethorpe, Nobuyoshi Araki, Seydou Keita, Weegee. Chacun à sa manière est allé tout près de l'âme humaine.

Vous travaillez depuis cinq ans sur la série „War at Home", qui documente les conséquences de la guerre aux Etats-Unis. Pourquoi ce regard hors du champ de bataille?
Je suis revenu de la guerre et tout à coup j'ai porté un autre regard sur mon pays. J'ai grandi dans des banlieues où l'identité nationale n'est pas très forte, pas comme dans les campagnes ou dans le sud des Etats-Unis. Quand j'ai été intégré dans l'armée, j'ai vu une toute autre facette de mon pays. J'ai eu envie de suivre les soldats jusque chez eux et comprendre ce que cette société leur faisait. J'ai aussi constaté que mes amis avaient beaucoup de peine à s'identifier avec mes images de guerre – elles étaient étrangères à leur mode de vie. J'ai alors pensé que si je travaillais chez moi, ce serait plus facile pour les gens de s'identifier. Au-delà de ça, j'ai surtout réalisé que pour les soldats la guerre ne s'arrêtait pas lorsqu'ils étaient de retour.

Qu'entendez-vous par là?
Aux USA, les vétérans de guerre sont apparemment traités avec chaleur. Ils sont célébrés comme des héros, des défenseurs de la nation. On leur organise des excursions à la pêche, à Las Vegas, etc. Tout cela est bien joli, mais quand je parle avec des vétérans, ils se sentent abandonnés parce que les gens ne s'intéressent pas vraiment à ce qu'ils ont vécu. Ils s'en tiennent à une image qu'ils ont de ces héros de guerre. D'un autre côté, il semble qu'en raison de ce culte du héros, les soldats aient abandonné toute initiative, toute

responsabilité dans leurs décisions en faveur de la société. Je trouve cela complètement dingue.

Comment avez-vous pris ces photos?
J'ai par exemple suivi le soldat Raymond Hubbard durant plusieurs années. Il a été gravement blessé à Bagdad et depuis lors, il est invalide et divorcé. Mais personne n'a voulu acheter son histoire, la financer ou la publier. Personne ne veut voir un homme brisé. Les photos sont uniquement publiées sur mon site Internet et dans mon livre „Disco Night Sept. 11". La vérité et l'édition sont de fait inconciliables.

Une critique à l'égard des médias, qui privilégient les images fortes et à sens unique?
Ce serait trop facile de critiquer une énorme machine qui fonctionne selon ses propres règles et qui gémit sous la pression de son propre poids. La critique n'a pas de sens parce qu'elle ne peut influencer sur la marche des choses. Dans une revue suisse, j'ai pu voir récemment la famille royale d'Angleterre aux côtés d'images de nouveaux bikinis, et sur la page suivante un siège d'avion avec les jambes d'un mort en Ukraine. La plupart des magazines sortent les événement de leur contexte. Ils doivent vendre. Ils n'ont pas d'ethique.

Un débat a récemment éclaté autour de Jérôme Sessini, votre collègue chez Magnum, parce qu'il avait publié des images choquantes des victimes de l'avion abattu en Ukraine. Qu'auriez-vous fait à sa place?
Si j'avais été sur les lieux de l'accident, j'aurais sûrement tout photographié. Aurais-je aussi laissé publier ces images? Je ne sais pas. Je n'étais pas là-bas. Ce débat m'a surpris. Est-ce dû au fait que des victimes européennes ont été montrées? Qu'en est-il des enfants tués à Gaza? Ils sont aussi innocents, pourtant les images ne soulèvent aucune protestation. Je crois que les gens sont effrayés quand ils voient leurs semblables. Je ne crois pas qu'il soit le devoir du photographe de s'autocensurer. Les magazines ont cette responsabilité. C'est le contexte dans lequel ces photos sont publiées qui est déterminant.

Vous avez été à plusieurs reprises intégré (embedded) dans les troupes américaines. Est-ce une manière de travailler très différente de ce que vous faites lors de reportages indépendants?
C'est totalement différent. Lorsqu'on est intégré, on est en Amérique. On vit avec des Américains dans des bases militaires isolées. On patrouille avec des Américains, donc la population locale est hostile. Il en va tout autrement lorsqu'on est indépendant. On est reçu comme un hôte. On peut appréhender les beaux aspects d'une culture. C'était pour moi très émouvant: au début je ne voyais les Irakiens que comme des ennemis. Par la suite j'ai appris à les apprécier en tant que personnes chaleureuses et prêtes à rendre service. Et tout devenait beaucoup plus compliqué, parce qu'ils n'étaient plus des figures abstraites.

Perd-on toute liberté en étant „embedded"?
On est utilisé si on veut bien se laisser utiliser. Le reportage embedded à l'américaine est le plus libre que je puisse m'imaginer. A aucun moment je n'ai été censuré. J'ai photographié des soldats américains hurlant de douleur avec des brulûres sur tout le corps – aucun problème. Vous pouvez croire que je défends le système américain, mais c'est ainsi que je l'ai vécu. Une fois, j'ai été intégré dans l'armée britannique, et c'était horrible, ils me suivaient partout.

Photo Reto Camenisch

Peter Van Agtmael, 33 ans, en discussion avec Sascha Renner

Comment les soldats réagissent-ils à votre présence?
Certains en rajoutent un peu, ils jouent le rôle hollywoodien du soldat. Et moi peut-être celui du photographe hollywoodien, qui sait? D'autres n'aiment pas les journalistes parce qu'ils croient que tout va être sorti du contexte, et parce que les journalistes ne font que chercher les cheveux dans la soupe et ne disent pas la vérité. Mais la plupart sont plutôt contents qu'on parle d'eux et de ce qu'ils font. Certains deviennent des amis, la guerre favorise la camaraderie. On ressent une chaleur que l'on trouve rarement dans le monde réel parce qu'on est dans le même bateau.

Qu'est-ce qui vous fascine dans la guerre?
J'ai été attiré par la guerre depuis tout petit. Ma vision de la guerre était plutôt abstraite: chars d'assaut, avions de guerre, uniformes. Plus tard j'ai commencé à emprunter des livres de photos sur la Deuxième Guerre mondiale, parce que mon grand-père avait servi dans l'armée américaine et nous en avait beaucoup parlé. Quand j'ai vu ces images terribles de destruction et de mort, j'ai été choqué. Pour la première fois, j'ai pris conscience de la mort.

Puis, pendant un certain temps, je me suis désintéressé de la guerre. Je suis venu en contact avec la photo au collège, dans le cadre d'un cours de journalisme. Je travaillais pour le journal du collège et j'ai eu l'occasion de me rendre en Roumanie pour y photographier des orphelinats: c'est une expérience qui a changé ma vie. Elle m'a montré à quel point le travail de photographe était solitaire et déprimant, mais aussi à quel point il pouvait être enrichissant. De retour de Roumanie je savais que je voulais devenir photographe.

Quelle vision aviez-vous de la guerre avant d'aller en Irak? Correspondait-elle à la réalité?
Quand je m'y suis rendu, je me suis senti bien dès le début. Mais je ne comprenais pas cette guerre et je ne comprenais pas l'Amérique. Au cours des premières années j'ai surtout essayé de comprendre les enjeux de cette guerre. Je ne voulais pas me contenter de montrer la violence, je voulais parler d'un pays et de son histoire. J'ai constaté que je pouvais exprimer beaucoup de choses visuellement, et le reste par l'écriture et les mots.

Vous êtes entré en 2008 dans la fameuse agence Magnum, après seulement quelques années dans la profession. Comment cela a-t-il été possible?
L'agence était à la recherche de jeunes photographes, mon travail s'appuyait sur des thèmes actuels et j'ai eu de la chance. Quand j'y repense, c'est presque un miracle parce que mon travail était encore très rudimentaire. Au sein de l'agence, beaucoup n'étaient pas enchantés par mon admission comme Nominee, acceptée à une voix près. Depuis un an maintenant je suis membre à part entière.

Qu'est-ce qui vous amène à prendre des risques en fréquentant les lieux en guerre?
Je me sens attiré par les grands événements. Pourquoi? Je le sens, c'est tout. Parfois j'ai souhaité ne pas être ce que je suis. Mais on ne peut aller contre sa nature. Cela dit, je ne photographie plus seulement la guerre, il y a bien d'autres thèmes qui en valent la peine. Je vieillis et n'ai plus envie de voir sans arrêt des gens qui meurent.
Ce travail n'est pas sans conséquences. Pour être franc, il est terriblement déprimant et angoissant. J'ai échappé de justesse à des accidents. Je n'ai pas envie de perdre la vie dans une de ces guerres comme tant d'autres. Etre amoureux est une bonne chose, manger est une bonne chose, être en famille est une bonne chose – ce sont des impulsions que j'ai refoulées pendant des années.

Propos recueillis par Sascha Renner
(*) Centre de formation médiatique.

LA TERRE A LA UNE

IRIN News, l'alerte humanitaire

La vie et la mort, y a-t-il un sujet plus chaud? Pourtant, la Disaster Fatigue démobilise bien des rédactions. Ebola, Daech, Ukraine, Centrafrique, Sud Soudan, Lybie, Gaza et tous les oubliés: Sri Lanka, Tibet, Haïti… Les envoyés spéciaux parachutés et les rubriques Monde ne peuvent suivre. Comment tisser partout des contacts fiables, accrocher avec des angles inédits, décoder tous les appels pour des victimes dont le nombre a doublé en dix ans? Ajoutez-y les reporters enlevés et égorgés, la concurrence des citizen journalists proliférant sur le Net, les acteurs ou footballeurs recrutés par les agences d'aide qui ameutent la presse en éclipsant la compréhension des causes et des enjeux…

Ça tombe bien. L'agence spécialisée IRIN News, qui couvre depuis vingt ans 70 pays, installe dès janvier 2015 son siège à Genève. Rattachée jusqu'ici à l'Office de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), elle a été poussée à l'autonomie. Son travail critique et très pro ne plaisait pas à tous.

Avec 35 rédacteurs et 165 correspondants locaux connaissant la langue et le contexte du terrain, là où nul autre reporter ne s'aventure, IRIN est une source unique. Présente avant (et après) les crises, elle était la première à parler du Darfour ou de Boko Haram, en anglais, en arabe et en français, avec film et photos.

Son éjection de l'ONU lui permettra une indépendance accrue au cœur des états-majors urgentistes: ce qui marche et ce qui rate, l'aide politisée voire bloquée par des Etats ou des rebelles, les trafics sexuels de certains casques bleus, tout cela avec de la nuance et du dialogue constructif plutôt que des titres saignants.

Qui a dit fatigue? Le besoin reste là de scruter une „industrie" humanitaire qui pèse 22 milliards par an et doit des comptes au public. Quel meilleur endroit pour interpeller les acteurs, pour rénover un journalisme permettant de mieux prévenir les désastres? Pour associer aussi de nouveaux acteurs locaux garants d'une aide mieux utilisée?

OK, mais qui va payer? Les accords de reprises par le „New York Times", peut-être le „Huffington Post", et des soutiens divers (y compris de Berne) pourront-ils couvrir un budget qui atteignait 7,6 millions en 2012? Le pari est le même pour tous ceux qui veulent que de Genève rayonne une véritable information sur les défis globaux. Une info de qualité, qui aide à empoigner les problèmes et sauver des vies, ce n'est pas gratuit!

Daniel Wermus, journaliste

service de presse

Pour un article
de fond en pleine forme.

Helsana
L'assurance-maladie de la Suisse.

Le Service médias d'Helsana vous conseille simplement et de manière compétente sur tous les sujets concernant la santé.
Nous assurons ainsi à votre reportage une base saine et solide.

Pour en savoir plus:
+41 (0)43 340 12 12 ou
media.relations@helsana.ch

Votre ligne
de télécommunication **058 221 98 04**

swisscom

Swisscom SA, Group Communications & Responsibility, Media Relations, 3050 Berne
Fax 058 221 81 53 – www.swisscom.ch – media@swisscom.com

SRG SSR
FAIRNESS
INDÉPENDANCE
GLAUBWÜRDIGKEIT
CREATIVITÀ
DIVERSITAD
RSI RTR RTS SRF SWI

Prévention, Assurance, Réadaptation

L'information assurée

suva
Mieux qu'une assurance

Suva
Communication d'entreprise
medias@suva.ch, www.suva.ch
Tel. 026 350 37 82
Fax 026 350 36 23

E LE SENTIMENT DE CHRISTOPHE GALLAZ

Sensible au fil près

Il est passionnant, le thème des émotions qu'éprouve le journaliste au fil de son travail. Passionnant autant qu'inouï. J'entends par là qu'on ne l'entend pas dans le microcosme, littéralement, parce qu'on l'y discute rarement et plutôt mal, d'ailleurs tant règne en son sein la doxa bien-pensante et rebattue de l'„objectivité".

Or celle-ci n'est qu'illusoire. Non seulement l'objectivité n'existe pas (pas davantage que la vérité). C'est une chimère, qui est en l'occurrence étonnamment fertile en conséquences perverses – dont celle-ci quand on songe à la presse: pour essayer de l'atteindre, il faut étriquer l'approche des faits constituant l'actualité.

Il faut s'asservir au dogme des pratiques documentaires consistant à multiplier les sources, diversifier les angles de vue, mettre en concurrence tous les éléments apparemment comparables, bref sillonner le terrain des faits comme un géomètre accompli. Autrement dit s'ériger en producteur mécanisé d'une information rigoureusement boulonnée de bout en bout. C'est ce qu'on enseigne dans les écoles.

Or il résulte de ce processus une représentation clinique et même glacée du monde, telle que nous en sommes souvent accablés dans le cadre des publications environnantes, y compris du côté des journaux autoproclamés „de référence". Mais une représentation qui reste largement inapte à suggérer au public la part obscure des choses, voire leur part inconnaissable, qui est pourtant la plus déterminante.

C'est pourquoi je plaiderais, à ce stade, pour que le journaliste commence par s'accepter lui-même en tant qu'énonciateur imparfait, fragile, incomplet, voire angoissé sinon tourmenté. Subjectif en somme. De telle sorte qu'à partir de ce „camp de base"-là qu'il incarne, toute son exploration des choses, des êtres et des événements lui signale une construction fugitive, organique et réversible, en miroir de celle qu'il est lui-même. Et non pas un système indubitable par principe, et verrouillé.

Or l'exercice est délicat. Il faut notamment éviter tous les pièges de l'extase facile, de la veine mélodramatique ou de l'extase hyperbolique, ces pauvres registres de l'expression journalistique dite populaire, qui guettent pourtant jusqu'aux meilleurs professionnels du moment.

Etre sensible et non sensiblard, autrement dit, mais alors ne retenir que ses émotions pouvant faire dénominateur commun avec celles de la voisine ou du voisin. Vibrer par la grâce d'un moi journalistique assumé, mais pour se constituer en prisme d'autrui. Sur le fil.

Christophe Gallaz
est journaliste, essayiste et écrivain.

Par Médiator

Stéphane Benoit-Godet, Patrick Nordmann, Christian Lutz

Le 10 septembre, jour où sa nomination à la rédaction en chef du „Temps" était annoncée, **Stéphane Benoit-Godet** livrait ses sentiments sur facebook: „Journée spéciale: un pincement au cœur, bientôt quitter mes camarades de ‚Bilan', et une grande excitation à l'idée de rejoindre l'équipe du ‚Temps'." Bel exemple de langage communiqué adapté au langage réseau social. Plus de 400 personnes „aiment ça", et il a reçu au moins 130 commentaires de félicitations. Une bonne mesure de l'usage différencié de facebook: Pierre Veya, qui est encore le rédacteur en chef jusqu'à l'arrivée de son successeur, n'y a rien publié depuis longtemps. Et pas trace de Valérie Boagno, la directrice remerciée par Ringier avec effet immédiat.

„Vigousse" est-il „nul", comme toute la presse romande? Aux Assises du journalisme, **Patrick Nordmann** est intervenu à l'issue du troisième débat en se lançant dans une diatribe contre des médias qui ne font pas leur boulot, contrairement à l'hebdomadaire satirique, cité en exemple. Quelques jours plus tard, on apprend qu'il a claqué la porte de „Vigousse" en apprenant que la rédaction en chef voulait réécrire son article. „Ce n'est pas la première fois qu'il y a eu des problèmes et nous l'avions averti. Son comportement mettait en péril la crédibilité du journal et la confiance des lecteurs", explique Thierry Barrigue dans „Le Courrier". L'article portant sur la cause de l'accident du car d'enfants à Sierre n'a pas paru, ni dans „Vigousse" ni (du moins quelques jours après) sur le site de PJ Investigations, où l'ex-animateur à la RSR continue pourtant à publier.

Procès avorté à Zurich: les plaintes de 21 membres de l'Eglise évangélique ICF pour atteinte à l'image ont été retirées le 2 octobre. Selon leur avocat, les juges ont expliqué lors de la première audience que celles-ci n'avaient aucune chance de l'emporter. Le photographe genevois **Christian Lutz** pourra donc exposer ses photos, qui ne seront plus barrées d'un bandeau noir. Mais le maintien du procès eût été préférable pour établir une jurisprudence favorable à la liberté d'expression: il s'agissait du premier procès d'envergure en Suisse sur la question du droit de l'image.

10 000 exemplaires pour le premier numéro, 12 500 pour le deuxième: apparemment, „Valais valeur ajoutée" est bien parti. La pagination du nouveau magazine économique cantonal passe de 48 à 64 pages, dont 17 de publicité, ce qui s'approche de l'objectif (20 à 22 pages) fixé par son fondateur et directeur, **Didier Planche**. Il faut dire que le magazine a pour vocation déclarée de promouvoir l'économie valaisanne. Son comité éditorial ressemble à une liste des notables cantonaux. Pourra-t-on y lire des enquêtes critiques? „Bien sûr, répond Didier Planche. Pour autant que nous disposions d'informations sérieuses et démontrées, et pas uniquement de rumeurs comme se contentent quelques quotidiens, axant sur la titraille et non les faits." Mais à qui pense-t-il?

Le verrait-on en Suisse? Aux Etats-Unis, un journaliste de télévision a annoncé en direct qu'il était atteint d'un cancer au cerveau et qu'il n'en avait plus que pour 4 à 6 mois à vivre. Selon les comptes rendus de son intervention, **Dave Benton** s'est exprimé sur la chaîne régionale WCIA-TV, dans l'Illinois, avec „beaucoup de dignité". Il a rendu hommage à sa famille, remis son destin „dans les mains de Dieu" et assuré aux téléspectateurs qu'il allait tout faire pour rester à l'antenne le plus longtemps possible.

„Sans aide, l'ATS ne pourra plus être trilingue"

La Commission fédérale des médias recommande de réorienter toute l'aide à la presse. Elle propose que la Confédération subventionne l'Agence télégraphique suisse. Pourquoi et comment? Entretien avec Bernard Maissen, rédacteur en chef de l'ATS et membre de la COFEM.

EDITO+KLARTEXT: *Le rapport de la COFEM recommande de subventionner l'ATS à titre de „promotion des échanges entre communautés linguistiques". Avez-vous une idée plus précise de la forme ou du montant de ce soutien?*

Bernard Maissen: Non. La Commission estime qu'il faut faire quelque chose pour soutenir la presse écrite, qui est en grande difficulté dans cette période transitoire de numérisation. Mais il faut trouver des solutions qui ne sont pas liées à un seul mode de diffusion (le papier), et qui ne visent pas à maintenir les structures existantes. C'est pour ça que nous voulons soutenir les contenus. Avec une aide à la formation des journalistes, et à l'ATS qui sert à tout le monde. Mais la législation suisse ne permet pas d'aide directe. Par contre, il existe une base légale pour soutenir les échanges linguistiques.

„Si nous avons le sentiment qu'en recevant de l'argent, notre indépendance est en danger, nous n'allons pas l'accepter."

Cette formulation vise-t-elle donc seulement à faire passer la pilule d'une aide directe?

Pour une aide directe à la presse, il faudra un long – trop long – processus politique et juridique. Et les éditeurs l'ont toujours refusée. C'est maintenant que la presse est en danger, pas dans 5 ou 7 ans. A la Commission nous espérons que dans 5 ou 7 ans, les éditeurs auront trouvé comment rentabiliser le numérique. C'est pourquoi nous avons cherché des mesures applicables très vite. L'article 18 de la loi fédérale sur les langues dit que „la Confédération peut accorder des aides financières aux agences de presse d'importance nationale qui diffusent des informations portant sur les quatre régions linguistiques du pays."

L'ATS est-elle en danger?

Nos comptes sont équilibrés. Mais nous avons dû restructurer en 2010-2011, diminuer les postes de travail et fermer des bureaux régionaux suite à la disparition de plusieurs quotidiens gratuits (dont le Matin bleu). Nous continuons à perdre entre 2 et 5 pour cent de nos recettes chaque année en raison de la diminution des tirages et des audiences de nos clients, alors que nos coûts augmentent. Nous faisons face à des rédactions online, à des newsrooms qui travaillent plus ou moins comme l'ATS, nous sommes sous pression d'aller très vite tout en assurant une grande fiabilité: be first, but first be sure. Malgré tout cela, nous tenons encore le coup en faisant des économies autour des rédactions, dans le marketing, la comptabilité, et nous parvenons à maintenir nos prestations. Mais si un client important était contraint de fermer, nous serions fichus.

Quel rapport avec la question linguistique?

Notre force et en même temps notre problème, c'est le plurilinguisme. Le prix des trois services, en allemand, en français ou en italien, est le même. Mais le marché n'est pas le même. Le marché en italien ne peut pas financer notre service en italien, le marché en français ne peut pas financer notre service en français. Il n'y a là rien de nouveau. Mais dès le moment où le service en allemand ne fait plus assez de bénéfices pour porter les deux autres services, ça devient un problème.

Ce transfert du service en allemand vers les deux autres services atteint, pour les coûts complets, 2,5 à 2,7 millions de francs par année. C'est énorme. Dans 5 ans, si rien ne se passe, les éditeurs qui font vivre l'ATS ne seront plus en mesure d'assumer ce service public dans les trois langues. Il y a donc deux possibilités: soit on réduit l'offre fortement en français et en italien, ce que nous ne voulons pas parce que nous sommes une agence nationale, soit on essaie de régler ce déséquilibre entre les régions linguistiques avec l'aide de la Confédération.

Y a-t-il des clients qui réclament une baisse de vos tarifs en allemand?

Pas pour le moment. Nos principaux clients, la SSR et Tamedia, profitent du plurilinguisme de l'ATS. Je ne dirais pas que la discussion devient tendue, mais ces éditeurs commencent à porter un regard critique sur la situation. Il n'y a pas de demande de réduction de nos tarifs, mais déjà nous ne pouvons pas envisager de les augmenter, alors que tout augmente, y compris nos abonnements à l'AFP, à Reuters, à la DPA.

La rédaction de l'ATS: bientôt une deuxième restructuration?

Donc l'aide publique à l'ATS servirait seulement à soutenir les services en français et en italien, non à augmenter les prestations de l'agence?

Sur la base légale actuelle, il s'agit de maintenir l'agence nationale dans les trois langues. Nous pouvons toujours augmenter nos prestations si nos clients nous le demandent et en assument les coûts.

Le montant que vous avez mentionné, 2,5 millions de transfert entre les services, donne-t-il un ordre de grandeur de la subvention dont pourrait bénéficier l'ATS?

Notre agence est toujours modeste... Cette aide reste à discuter avec la Confédération. Avant d'être une idée de la Commission, c'est une idée que la conseillère fédérale Doris Leuthard avait déjà évoquée. Il faudra non seulement discuter du montant, mais de l'usage qui en sera fait. Ce qui est indispensable, bien sûr, c'est la garantie de l'indépendance de l'agence. Si nous avons le sentiment qu'en recevant de l'argent, notre indépendance est en danger, nous n'allons pas l'accepter.

Il y a quinze ans, nous n'aurions même pas voulu envisager de faire appel à une aide publique. La situation a beaucoup évolué, aujourd'hui tous les éditeurs représentés dans notre conseil d'administration soutiennent cette demande. Et nous n'avons pas peur de la Confédération.

Le rapport évoque aussi une aide plus durable à l'ATS. Comment la voyez-vous?

Pour les mesures d'aide à la presse et au journalisme à plus long terme, la Commission propose de créer une fondation, sur le modèle de Pro Helvetia ou du Fonds national. Tous les acteurs du domaine y seraient représentés. Des demandes de fonds y seraient adressées. La fondation soutiendrait des start-ups, des projets concrets, toujours dans l'idée de soutenir le contenu journalistique et non des structures coûteuses.

Donc la fondation ne soutiendrait pas l'ATS?

Nous n'en avons pas discuté. Toute l'aide à la presse, y compris le soutien à la formation des journalistes, au MAZ, au CFJM, ou un soutien à l'ATS, serait-elle à plus long terme assumée par la fondation? C'est très ouvert.

Mais pourquoi ne demandez-vous pas plus? Vous pourriez démontrer que le flux des dépêches de l'agence est fondamental pour assurer une qualité de l'information en Suisse, pourquoi vous contenter d'une aide linguistique?

Parce que nous voulons rester une agence nationale indépendante. C'est la raison d'être de l'ATS. Nous ne voulons pas devenir une agence d'Etat. Même pas à environ 50 pour cent comme l'Agence France Presse.

C'est seulement si le marché ne peut plus nous porter, et si l'Etat considère qu'il y a un intérêt important à l'existence de cet échange entre les régions linguistiques, que nous disons: cet

GASTRO Journal

Job

GastroJournal est un média spécialisé bilingue dont le tirage hebdomadaire se monte à 20'500 exemplaires. Il s'adresse à des entreprises de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme. GastroJournal est aussi simultanément l'hebdomadaire officiel de GastroSuisse, la fédération de la branche, la fédération nationale pour l'hôtellerie et la restauration.

Nous recherchons pour compléter notre équipe, de suite ou à une date à convenir, un(e)

rédacteur/rédactrice 100%
de langue française

pour notre rédaction francophone

Domaine d'activité
- Ecrire des articles journalistiques sur la restauration, l'hôtellerie et le tourisme.
- Aborder les thématiques de la branche avec un regard d'entrepreneurs
- Entreprendre des recherches sur divers sujets dans les domaines de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme
- Travailler de manière autonome et responsable, également en équipe
- Apporter des idées nouvelles pour contribuer au développement continu du journal
- Ecrire des textes en français en maîtrisant divers genres journalistiques d'articles
- S'accorder avec la rédaction de langue allemande

Exigences
Vous avez acquis une formation journalistique ou suivi une école hôtelière spécialisée et fait certaines expériences dans le domaine journalistique. Vous vous intéressez aux multiples facettes de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme, y compris sous l'aspect de l'économie d'entreprise. Vous vous exprimez couramment en allemand (oral) et comprenez des textes dans cette langue. Vous êtes prêt(e) à approfondir aussi des sujets qui touchent à la fédération. Vous avez l'habitude des programmes courants de mise en page.

Vous êtes intéressé(e)? Nous nous réjouissons de faire votre connaissance en vous priant de faire parvenir par courriel ou par poste l'ensemble de vos documents de candidature avec photo à:

GastroSuisse, Simone Baumgartner
Leiterin Personal, Blumenfeldstrasse 20,
8046 Zürich oder personal@gastrosuisse.ch
Telefon 044 377 52 53

www.gastrosuisse.ch / www.gastrojournal.ch

aspect-là a une valeur quantifiable, peut-être à 2,5 millions, et l'Etat peut le prendre en charge sans mettre en danger l'indépendance de l'ATS.

La SSR ne fournit-elle pas une information indépendante alors qu'elle est financée principalement par une forme de taxation publique?
Ce n'est pas une aide directe de l'Etat. Si on ne payait plus seulement la redevance pour la SSR et quelques chaînes régionales, si les Suisses payaient une sorte d'impôt médiatique qui servirait aussi à soutenir l'ATS, et la distribution postale des journaux, pourquoi pas? Mais ce n'est probablement pas possible dans un avenir proche. Le climat politique est plutôt à la réduction de ce mode de financement.

Quand on lit le début du rapport de la COFEM, il est dit clairement que l'économie privée ne peut plus garantir une information de qualité. Puis les recommandations sont beaucoup plus prudentes que l'analyse...
Je pense que l'idée de créer une fondation est déjà assez visionnaire. Et nous considérons qu'il s'agit surtout d'aider les médias à traverser une phase transitoire. Même si je suis convaincu que les transformations liées au numérique ne font que commencer, et qu'elles vont toucher les chaînes de radio et de télévision encore davantage que les journaux imprimés. La consommation linéaire des émissions audio-visuelles va diminuer. Peut-être pas très vite, mais elle va fortement diminuer.

Pour certains politiciens, il n'y a aucune raison d'aider les médias, c'est une branche industrielle en mutation comme tant d'autres le sont ou l'ont été. A-t-on soutenu l'horlogerie? Non. N'existe-t-elle plus aujourd'hui? Si, elle va très bien. Ce que nous craignons, c'est qu'en laissant complètement ouvert le marché, il est très probable qu'il ne restera plus que deux groupes de médias en Suisse, et peut-être seront-ils rachetés par des groupes étrangers. Garder une information indépendante dans les régions d'un pays comme la Suisse, avec sa démocratie directe, a selon nous une valeur qui dépasse la valeur économique. C'est pourquoi nous disons qu'on peut au moins soutenir les médias suisses dans cette phase de transformation.

Propos recueillis par Alain Maillard

Des éditeurs sur la corde raide

Aide à la presse, négociations avec la SSR, conditions de travail: les éditeurs alémaniques ont affiché à Interlaken des positions contradictoires. Par Philipp Cueni

Nous voulons rester sur le marché et nous en sortir par nous-mêmes", dit le rédacteur en chef de la NZZ, Markus Spillmann. „Il n'appartient pas à l'Etat de nous dire comment travailler, ou de juger si nous travaillons bien", a renchéri Markus Somm (Basler Zeitung), qui voit dans le rapport de la Commission fédérale des médias (COFEM) la menace d'une surveillance par une „FINMA pour les médias". Teneur générale des interventions au Congrès de Médias suisses, les 11 et 12 septembre à Interlaken: les éditeurs ne veulent pas d'une aide directe de l'Etat, affirmant qu'elle limiterait la liberté de presse.

La COFEM ne propose pourtant ni une aide directe, ni la création de quelque mécanisme de contrôle que ce soit. Mais les éditeurs, malgré l'effondrement de leur modèle d'affaires et le recul de leur lectorat, rejettent son analyse critique de la situation des médias. Ils considèrent ses propositions (soutien à l'ATS, soutien à la formation, création d'une fondation) comme du soutien direct. Ils les rejettent comme une ingérence dans la liberté de la presse.

Néanmoins, ils s'opposent à la proposition de la Commission d'abolir l'aide fédérale à la distribution postale des journaux. Ils proposent au contraire un nouveau modèle qui augmenterait la contribution publique – qui équivaut de fait à un subventionnement de la presse.

En ce qui concerne les relations avec la service public, il était difficile de ne pas remarquer les efforts d'apaisement de Médias suisses – contrairement aux années précédentes. Quand Markus Somm, nouveau membre du conseil d'administration, a parlé dans son intervention de „lutte contre la SSR", ses mots ont mal passé. C'était „absurde", a commenté Marc Walder, le CEO de Ringier. Au contraire, les éditeurs veulent coopérer.

Mais leur idée de la coopération s'avère plutôt unilatérale: la SSR mettrait gratuitement à disposition des éditeurs les vidéos financées par la redevance, afin qu'elles puissent être diffusées plus largement. Dans un communiqué de presse, la SSR a répondu à la „proposition" des éditeurs qu'elle avait elle-même présenté cette offre en juin. Ici aussi, les éditeurs sont sous pression. Le monde politique leur demande de s'entendre rapidement avec la SSR, et ils ont besoin d'alimenter leurs portails en ligne. Mais là où leur position devient contradictoire, c'est qu'ils veulent pouvoir profiter de ces vidéos: soit en y intégrant de la publicité, soit par accès payant (paywall). La SSR propose de partager les recettes qui seraient ainsi réalisées, mais jusqu'ici les éditeurs refusent.

Dans un livre publié par l'association des éditeurs, Norbert Neininger, membre du Präsidium, parle de „solutions consensuelles et adéquates" à trouver dans le partenariat social.

Mais au cours de ce congrès d'Interlaken, il n'a pas été question d'un tel partenariat. Ici encore, Schweizer Medien est sous pression: les organisations professionnelles des journalistes réclament une convention collective en Suisse alémanique, soulignant que c'est possible puisqu'elle existe en Suisse romande. De plus, suite aux plaintes d'impressum et de syndicom, les inspections du travail vérifient si la réglementation du temps de travail dans les rédactions est conforme aux dispositions légales.

Parce que le journalisme ne peut pas être contraint à des horaires de travail stricts, des solutions de branche doivent être trouvées, a plaidé la nouvelle directrice de l'association, Verena Vonarburg. Avec les organisations professionnelles? „Oui, bien sûr", répond-elle. „Non", dit ensuite le président, Hanspeter Lebrument. Après avoir avancé divers motifs de refus ces dernières années, il a un nouvel argument: il ne négociera pas parce qu'impressum n'est plus une organisation professionnelle, mais un syndicat. Ce qui n'a pas empêché la négociation d'une CCT avec impressum en Suisse romande...

La COFEM veut réorienter l'aide à la presse

Dans son rapport publié le 5 septembre, la Commission fédérale des médias propose des mesures à deux vitesses:
> A court et moyen terme, un soutien à l'ATS (Agence télégraphique suisse), à la formation des journalistes et aux projets médiatiques innovants.
> A plus long terme, des mesures qui requièrent des changements législatifs. Notamment la création d'une fondation de soutien au journalisme.

Président de la COFEM, Otfried Jarren parle d'un „shift": il ne faut plus soutenir les groupes de presse, les structures d'édition, ou un mode de diffusion, mais ce qui peut favoriser un journalisme de qualité. De nombreuses questions restent en suspens: Qui sélectionnera les projets innovants? Qui pourra en faire la demande? Comment sera financée la fondation? La COFEM laisse délibérément ces questions ouvertes. Son intention est d'ouvrir un débat de fond. „Plus vous êtes concret, souligne Jarren, plus vous risquez de tomber dans des pièges et vous échouez à coup sûr."
Les tendances observées sur le marché médiatique remettent en cause, selon la COFEM, la capacité des entreprises privées à assurer de bonnes prestations journalistiques. Elle relève que les profits des groupes de presse sont réalisés dans d'autres secteurs. Elle parle d'une perte de qualité et de diversité dans les informations d'intérêt public. Les conditions de travail se détériorent, elles deviennent parfois même précaires. Cette énorme pression rend de plus en plus difficile l'exercice d'un journalisme en profondeur, notamment dans le domaine politique. Le mainstream prédomine, dit Jarren, et „menace ce qui peut surprendre dans le journalisme".
Le rapport n'évoque pas la possibilité d'accorder des subventions directes, comme le demandent le Parti socialiste et des chercheurs universitaires, qui citent l'exemple scandinave. Selon Otfried Jarren, le contexte nordique est très différent. En Autriche ou en France, l'aide directe aux journaux comporte des zones d'ombre. Le montant de l'aide fédérale accordée via une fondation serait-il à peu près le même que les subventions actuelles à l'acheminement postal des journaux? „Pourquoi pas", répond Jarren, sans vouloir se prononcer sur des chiffres. *Philipp Cueni*

Les voix de l'inquiétude

Plus de 200 personnes ont assisté aux Assises du journalisme, le 24 septembre à Lausanne (*). Parmi elles, des étudiants à l'Académie du journalisme et des médias, à Neuchâtel, qui devaient rédiger des compte-rendus des débats. Nous en publions quatre, un par débat.

Débat sur la censure en Suisse: de gauche à droite, Yves Burnand, Ludovic Rocchi, Yves Steiner, Fabienne Aubry, Alain Bovard, Jean-Philippe Ceppi.

1 Censure des médias en Suisse

„En Suisse, un climat malsain d'intimidation pèse sur les sources journalistiques", a proclamé Jean-Philippe Ceppi, journaliste et producteur de „Temps présent". La CEDH, ratifiée par la Suisse il y a 40 ans, se présenterait comme un outil de protection face à la censure des médias. Le juriste d'Amnesty International, Alain Bovard, a rappelé que Strasbourg est intervenu à plusieurs reprises afin de revenir sur les décisions juridiques helvétiques. „La CEDH est un bon couteau suisse pour sauvegarder la liberté de la presse." Yves Burnand, avocat, a ajouté que „le droit suisse protège partiellement le journaliste témoin mais pas du tout le prévenu". Au contraire de Strasbourg, qui ne fait pas cette distinction.

„La CEDH ne protège personne contre l'ignorance de ses droits", insiste Fabienne Aubry, avocate à Strasbourg. Yves Burnand, lui, préconise que tout journaliste faisant face à une perquisition devrait s'opposer aux agents de police. L'avocat souligne qu'il est impératif de demander une mise sous scellés de son matériel. „Ayez le réflexe de cacher vos sources ailleurs que dans un ordinateur, ainsi qu'à la rédaction ou à la maison", ajoute-t-il même.

Les journalistes Ludovic Rocchi et Yves Steiner ont fait part de leurs péripéties avec la justice suisse. „Lorsque l'on est perquisitionné, on ne se dit pas qu'on est sous le parapluie de Strasbourg", a témoigné Ludovic Rocchi. L'ancien rédacteur du „Matin", aujourd'hui à la RTS, a également évoqué les conséquences qu'a eu la perquisition sur son entourage. „Celle qui a le plus souffert, c'est mon épouse. Elle l'a très mal vécu. Elle a même dû consulter médicalement", a-t-il précisé. Yves Steiner a quant à lui rappelé les effets qu'une censure peut avoir sur le travail journalistique: „L'affaire Giroud a déclenché huit procédures judiciaires. Je passais mon temps à répondre aux avocats."

Margaux Reguin, Steve Riesen, Filipe O'Resende

2 La protection des journalistes en zones de conflit

Depuis le début de l'année, une centaine de journalistes ont déjà perdu la vie. Si quelques pistes d'amélioration ont été évoquées, le constat majeur a été l'extrême difficulté à aboutir à des solutions concrètes. „Nous sommes loin du temps où les lettres TV sur une voiture suffisaient à protéger des balles", a déclaré Sébastien Faure, reporter pour la RTS.

Blaise Lempen, correspondant de l'ATS à l'ONU et secrétaire général de la Presse Emblème Campagne, a dénoncé un „degré de violence sans précédent", rendant la couverture des affrontements plus dangereuse que jamais. „Outre leur multiplication, leur nature a évolué. Ils opposent des groupes armés qui n'ont pas de ligne de front stable et aucun respect du droit international", a-t-il affirmé. Une augmentation due à la situation d'impunité des tueurs, selon Ricardo Gutierrez, secrétaire général de la Fédération Européenne des Journalistes. „Il est illusoire de croire que les Etats en conflit vont enquêter", a ajouté Blaise Lempen.

Tous deux journalistes de terrain, Sébastien Faure et Patrick Vallélian ont agrémenté le débat de leurs témoignages. „Aujourd'hui, il faut de la chance pour ne pas être tué ou enlevé", a rapporté le premier. Et le second d'ajouter que les journalistes sont désormais des cibles désignées lors de conflits armés.

Claude Wild, chef de la sécurité humaine au Département fédéral des affaires étrangères, a proposé des pistes de réflexion: „Il s'agit de faire de l'ingénierie de terrain. Il faut se sortir de la tête que les Etats ou l'ONU vont protéger chaque journaliste. Ils n'arrivent déjà pas à assurer la sécurité des civils. „Une idée nuancée par Ricardo Gutierrez, qui a rappelé que la FEJ avait tenté d'instaurer un dialogue entre les parties prenantes du conflit en Ukraine. En vain. „Les coopérations entre reporters sont difficiles à atteindre: les journalistes russes et ukrainiens sont devenus des soldats dans une guerre de l'information. Mais leur salut doit impérativement passer par la mise en place d'une collaboration intensive entre eux, peu importe leur nationalité."

Flore Amos, Sandra Hildebrandt, Coraline Kaempf

3 Financement des médias et pressions sur les rédactions

Les conditions de travail des journalistes se sont détériorées ces cinq dernières années. C'est la conclusion d'une étude de l'Université de Fribourg, présentée lors des Assises. L'occasion pour les deux grands groupes de médias du pays d'exposer leur conception de la presse écrite. Ils étaient représentés respectivement par Serge Reymond, directeur des publications romandes chez Tamédia, et Daniel Pillard, directeur de Ringier Romandie. Ils se sont adonnés à des joutes verbales animées aux côtés de journalistes et d'un juriste.

Comment mesurer la qualité journalistique? „C'est ce qui est lu", a répondu Serge Reymond, mettant le feu aux poudres. Barbara Büttner, ancienne présidente du Syndicat suisse des mass media, a rétorqué: „Tout est ramené aux nombres de clics et au taux d'écoute, des considérations superficielles". Un point de vue soutenu par Gilles Marchand, directeur de la RTS: „Il faut être dans une posture de l'offre et pas seulement de la demande."

Pour recentrer la discussion, l'animateur et journaliste Christian Campiche s'est interrogé sur le modèle économique défendu par les deux camps. „Un bénéfice, cela permet à la fois de faire vivre une entreprise, de réinvestir et de prendre des risques. [...] C'est un objectif d'indépendance à long terme", a soutenu Serge Reymond, prônant l'autosuffisance de chaque média. Pour Daniel Pillard, en revanche, „les entreprises de presse doivent se diversifier pour être encore là demain", un modèle où le marché du divertissement financerait celui de l'information. Deux stratégies différentes qui soulèvent l'interrogation au sein de l'auditoire: „Il y a un couillon d'un côté ou de l'autre, faudrait savoir!" s'exclame Ludovic Rocchi, journaliste à la RTS.

Membre de la Commission fédérale des médias, Gilles Marchand, a défendu la proposition de soutenir l'ATS et la formation des journalistes. En réponse à Serge Reymond, qui craint de voir l'Etat s'immiscer dans les rédactions, Barbara Büttner a affirmé que „la pression économique existe aussi et n'est pas meilleure que la pression étatique". Et de rajouter qu'il faudra en rediscuter afin d'éviter que dans cinq ans, une seconde étude fasse état de nouvelles détériorations.

Raphael Cand, Virginie Nussbaum, Pauline Rumpf

4 Comment se protéger de Big Brother?

Trois intervenants spécialisés dans la sécurité de l'information numérique étaient présents pour sensibiliser l'audience au risque de piratage informatique. Plusieurs pistes ont été abordées en vue d'améliorer la confidentialité des données. Protéger son ordinateur par un mot de passe et chiffrer son smartphone, pour commencer. „Il y a encore aujourd'hui des journalistes qui n'ont pas de code de déverrouillage sur leur téléphone", s'étonne Stéphane Koch, conseiller et formateur en technologie d'information et de la communication. L'expert préconise le cryptage des données en fonction de leur degré de confidentialité.

Il s'agit également de repérer les tentatives de „spear fishing". „Les données fournies par la cible elle-même sur les réseaux sociaux permettent aux hackers d'accéder à des informations privées et d'envoyer des e-mails personnalisés contenant une pièce jointe virale", explique Mathieu Simonin, analyste au Département fédéral de la défense (DDPS).

Ces cyberattaques sont parfois dénoncées devant des tribunaux. Pourtant, ces procédures restent marginales. La faute au silence des entreprises et des médias ainsi qu'à la difficulté d'en retrouver les auteurs. „Au niveau des lois, RSF milite pour intégrer les questions de surveillance en ligne dans les textes juridiques nationaux", souligne Prisca Orsonneau, avocate et responsable juridique à RSF.

En Suisse, la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information (MELANI), rattachée au DDPS, traite de ces problèmes. „Nous faisons de la sensibilisation avec les entreprises publiques et le secteur privé pour les aider à cerner cette menace et à y faire face", précise Mathieu Simonin.

Au niveau international, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté en décembre dernier plusieurs textes sur la protection des données numériques. „Suite aux révélations d'Edward Snowden, les Etats sont invités à revoir leurs pratiques et leur législation relatives à la surveillance et au respect de la vie privée", ajoute Prisca Orsonneau. Revers de la médaille, certains gouvernements interdisent la dénonciation des abus en matière de surveillance sous peine de sanctions pénales. Ces décisions ne permettent plus d'assurer la protection des sources et fragilisent le travail journalistique.

Maxime Fayet, Romain Michaud, Delphine Riand

(*) Assises organisées par impressum, RSF, Amnesty International, Presse Emblème Campagne, la Fédération européenne des journalistes et l'Université de Fribourg.

Publicité

EXTRAITS DE LA RÉSOLUTION DES 3ÈMES ASSISES DU JOURNALISME

LA SUISSE ET LA LIBERTÉ DE PRESSE

DU 24 SEPTEMBRE 2014

Les organisateurs

+ expriment leur ferme attachement à la protection des sources des journalistes. Cette protection est essentielle pour un travail d'enquête efficace et indépendant.
+ réaffirment l'importance de la CEDH, notamment l'article 10 relatif à la liberté d'information dans la protection de la liberté des médias en Suisse.
+ appellent la Suisse à lancer des consultations avec les Etats pour élaborer un mécanisme destiné à renforcer l'application du droit international et la protection des journalistes dans les zones de conflit.
+ demandent de meilleures conditions pour le journalisme, notamment par une aide directe.
+ demandent que les Etats adoptent des législations en vue de contrôler les exportations de matériel de surveillance informatique et que les entreprises se livrent à ce commerce soient poursuivis en justice.
+ proposent d'étudier la création d'un observatoire de la liberté de la presse en Suisse.

impressum Die Schweizer Journalist*innen* I giornalisti svizzeri Les journalistes suisses

AMNESTY INTERNATIONAL

REPORTERS SANS FRONTIERES POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

PRESS

UNI FR UNIVERSITÉ DE FRIBOURG UNIVERSITÄT FREIBURG

FEP EFJ

RENCONTRE AVEC LE PHOTOGRAPHE LUC CHESSEX

Conférence « Luc Chessex et la création de ses premiers livres photographiques avec Hans-Rudolf Lutz », le 15 novembre 2014 à 9h30 au mudac à Lausanne (place de la cathédrale 6)

Le photographe Luc Chessex expose régulièrement son travail de photographe mais le fait aussi régulièrement éditer. Le 15 novembre au mudac, Luc Chessex viendra parler plus particulièrement de sa collaboration avec le graphiste et typographe Hans-Rudolf Lutz. Collaboration qui permit de publier ses premiers livres photographiques et qui reste un excellent souvenir pour le Lausannois. Ce sera également l'occasion d'évoquer Cuba, où le photographe vécut de 1961 à 1975, ainsi que sa passion pour le voyage et pour l'image. La conférence sera suivie d'un apéritif en présence de l'artiste.

Inscriptions et informations : patricia.alcaraz@syndicom.ch ou sur www.syndicom.ch/fr/newsactivites/manifestations. La conférence est gratuite pour les membres de syndicom ; 25 francs pour les non-membres.

syndicom

SSM

Schweizer Syndikat Medienschaffender
Syndicat suisse des mass media
Sindicato svizzero dei massmedia

Le **SSM** s'engage en faveur de la qualité, avec des soutiens aux manifestations suivantes:

- le Prix Femmes & Médias, organisé par les bureaux romands de l'égalité
- Le festival de créations sonores SonOhr 2015
- Reporters sans frontières

Parce que la qualité est une valeur!

Résolution

adoptée par les organisateurs des 3es Assises du journalisme, consacrées à „La Suisse et la liberté de presse"

La liberté de la presse est fondamentale en démocratie. Elle l'est encore davantage au pays de la démocratie directe. La liberté de la presse est l'une des principales libertés fondamentales à partir de de laquelle les autres libertés peuvent s'exercer. Or, la liberté de la presse n'est jamais acquise face aux pressions politiques, économiques ou morales, les journalistes doivent la défendre au quotidien, et les rédacteurs en chef leur offrir un cadre propice pour qu'ils puissent exercer leur travail d'information sans contrainte. Les éditeurs doivent contribuer à cette mission en leur en donnant les moyens.

Les organisateurs expriment leur ferme attachement à la protection des sources des journalistes. Cette protection est essentielle pour un travail d'enquête efficace et indépendant. A la lumière des nombreux exemples récents de violation des droits des journalistes, nous réaffirmons l'importance de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (CEDH), notamment l'article 10 relatif à la liberté d'information, dans la protection de la liberté des médias en Suisse. Les journalistes ont de fait une responsabilité particulière à informer sur cet instrument qui soutient leur travail.

Au vu du grand nombre de victimes parmi les journalistes dans les zones de conflit, les organisateurs appellent la Suisse, Etat dépositaire des Conventions de Genève, à lancer des consultations avec les Etats pour élaborer un mécanisme international destiné à renforcer l'application du droit international et la protection des journalistes dans les zones de conflit armé, incluant en particulier un mécanisme international d'enquête et de suivi. Les organisateurs invitent également les entreprises de médias en Suisse, les associations de journalistes, les syndicats et les centres de formation à sensibiliser les journalistes ou étudiants aux risques liés à l'exercice du métier dans les zones dangereuses. Une formation adéquate pourrait être insérée dans les cours de formation continue.

La recherche de l'Université de Fribourg sur les pressions économiques et les conditions de travail des journalistes constitue un premier pas, mais il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine. Les organisateurs espèrent vivement que l'Etat, les Universités et les organisations indépendantes consacreront à l'avenir plus de moyens pour approfondir les recherches sur la liberté de la presse et les menaces tant politiques qu'économiques qui pèsent sur cette liberté. Ils demandent de meilleures conditions pour le journalisme, notamment par une aide directe.

Les médias sont une cible privilégiée d'attaques, visant principalement la confidentialité des données. Face à cette réalité, un accent tout particulier doit être mis sur la sensibilisation envers ces risques, dans une approche globale. En particulier, savoir repérer et faire face aux méthodes utilisées pour accéder à l'information est un aspect majeur. De nombreuses technologies de surveillance violent la vie privée des individus et portent atteinte à la liberté d'information. Les organisateurs demandent que les Etats adoptent des législations à même de contrôler les exportations de matériel de surveillance informatique et que les entreprises qui se livrent à ce commerce soient poursuivies en justice.

Les organisateurs proposent d'étudier la création d'un Observatoire de la liberté de la presse en Suisse."

Publicité

Abonnez-vous à EDITO +KLARTEXT!

E

Réservez dès maintenant le prochain **EDITO +KLARTEXT** grâce à un abonnement annuel de 69 francs

www.edito.ch
abo@edito-online.ch

La pêche au Net

Entre blogs et sites spécialisés, Internet propose des opinions étayées et des analyses pertinentes sur la vie des médias. Dans cette rubrique, EDITO+KLARTEXT sélectionne quelques extraits. Les liens vers les articles complets figurent sur notre site, www.edito.ch

„L'objectivité n'existe pas"

La rédaction de **Moins**!, „journal romand d'écologie politique" créé par le Réseau des objecteurs de croissance, prend position contre les médias „dominants" dans un article intitulé „Le mythe de l'objectivité journalistique". Extrait.

"Il n'existe pas d'un côté des médias engagés et de l'autre des médias objectifs. On trouve d'un côté les médias dominants, qui vivent de la publicité en vendant leurs lecteurs aux annonceurs, et qui masquent leur subjectivité derrière de pseudo-évidences. De l'autre, de trop rares médias honnêtes, qui affichent leurs convictions et ne se doivent qu'à leur lectorat.
(...) Les limites qui bornent les horizons racornis de nos médias ne sont guère difficiles à rendre visibles: l'économie ne peut être que de marché, et le débat se limitera à savoir si le capitalisme doit être – sans peur ni des pléonasmes ni des oxymores – libéral, social ou vert. L'organisation politique ne peut que prendre la forme de la démocratie représentative, et l'on se contentera de discuter de la dose de centralisation ou d'autonomie des cantons et communes. La voie de la connaissance ne peut qu'être celle de la science; la propriété privée est ‚naturelle'; la compétition bénéfique et la croissance nécessaire, etc. Ces croyances, qui définissent notre société et qui sont responsables de son insoutenabilité, ne sont ainsi jamais discutées dans aucun média important. Peut-être, une fois de temps en temps, pour faire ressentir au troupeau le grand frisson de la liberté, pour que la peur du possible rende la cage dorée attrayante.
La censure, dans une démocratie, est ainsi intériorisée. Les débats à l'intérieur de ces limites sont encouragés, car ces tempêtes dans un verre d'eau permettent de créer une illusion de diversité et de démocratie."

Pas d'images dégradantes

Les grands médias n'ont pas diffusé les images des décapitations en Syrie. Les réflexions du médiateur **Daniel Cornu**, ancien rédacteur en chef de la „Tribune de Genève", sur son blog www.mediateur.tamedia.ch

"Auriez-vous souhaité voir les images? Les médias ne vous les ont pas montrées. Ni après la mise à mort des journalistes américains James Foley et Steven Sotloff. Ni après l'assassinat du travailleur humanitaire britannique David Haines. Ni après la décapitation du guide de montagne français Hervé Gourdel. Une censure médiatique laisserait-elle aux professionnels le droit de décider ce qui doit être diffusé au public et ce qui doit lui rester caché, seuls à s'arroger le privilège douteux de ‚regarder la vérité en face'?
La question surgit lorsque survient l'abominable. Elle est latente.
(...) Depuis l'apparition de l'Internet, la réserve des médias n'est plus qu'un premier filtre, destiné à la partie du public qui ne tient pas à en voir ou savoir davantage. L'autre a tout loisir de naviguer sur la Toile. Le soir de la décapitation d'Hervé Gourdel, l'agence AFP a annoncé qu'elle n'en diffuserait pas les images. La vidéo a passé sur les réseaux sociaux Twitter et YouTube, avant d'être supprimée par les administrateurs des plates-formes. Rien n'y fait. L'épouvantable séquence de cinq minutes sur les derniers moments du guide français, mise en scène par ses bourreaux, était aisément accessible sur un site identitaire français, le lendemain encore.
(...) Les journalistes sont tenus parfois de regarder l'insupportable, ne serait-ce qu'à des fins d'authentification et de vérification. Tout comme les autorités de police, les services secrets et diplomatiques. Il leur appartient de dire, d'informer, d'attester, afin que chacun sache. Il ne leur appartient pas de tout étaler."

Journalistes mal aimés

Sur son blog, **Eric Mettout**, directeur du site du magazine „L'Express", observe les sondages sur la confiance dans les médias.

"Selon un sondage de l'institut Gallup publié le 17 septembre, seuls quatre Américains sur dix font confiance aux médias pour les informer de manière ‚complète, précise et honnête'. L'aboutissement d'une longue courbe de désaffection, marquée par une première chute brutale en 2003, quand la presse américaine avait relayé comme un seul homme les affabulations de l'administration Bush sur les armes de destruction massive en Irak.
En France, le dernier sondage comparable, signé Ipsos pour „Le Monde" et France Inter, date de janvier dernier. Il est assassin: 23 pour cent des personnes interrogées nous font confiance, 77 pour cent se méfient de nous, dont 27 pour cent absolument. La suite est du même affectueux tonneau: à une très large majorité, les Français jugent les journalistes coupés des réalités (74 pour cent) et dépendants du pouvoir politique (71 pour cent).
A titre de consolation, cet extrait de la copieuse étude annuelle du Reuters Institute sur l'univers numérique, qui porte sur les sites d'information plus ou moins payants et les raisons pour lesquelles ceux qui payent payent et réciproquement: en France, à 40 pour cent, c'est la qualité des journalistes qui déclenche l'acte d'achat – record du monde de la spécialité."

Le troisième sein

Plusieurs médias ont publié l'histoire et la photo trafiquée d'une jeune Américaine qui prétendait s'être fait implanter un troisième sein. L'analyse critique de **Guillaume Brossard**, cofondateur de HoaxBuster.com

"Les médias se laissent avoir en premier lieu parce qu'ils n'ont pas de temps à consacrer à la vérification de ce type d'infoax. Vérifier les données en ligne d'un tel personnage prend moins de cinq minutes, mais, pour certains sites de presse en ligne, le plus important est la course à la fréquentation. Ensuite, il y a un principe de cooptation. Dès qu'un média publie une info, les autres lui emboîtent le pas en partant du principe que c'était de son devoir de vérifier ce qu'il a publié.
Compte-tenu de l'aspect dérisoire de cette ‚actu', dans l'esprit du rédacteur en chef qui valide la publication, ça n'a probablement aucune importance que l'histoire soit vraie ou non, surtout si elle a été publiée préalablement ailleurs. En revanche, il est assez évident qu'avec la multiplication de ce type d'infoax, les lecteurs perdent petit à petit leur confiance dans les médias.
Ces dernières années, les exemples les plus frappants nous ont été offerts par la télévision. On hallucine quand, dans une émission en access prime time sur M6, le chroniqueur montre un ‚exploit sportif incroyable !' alors qu'il s'agissait d'une pub virale pour un gel douche... On s'étouffe quand TF1 fait un reportage sur de la location de punks pour soirées alors qu'il s'agit d'un site bidon. On a du mal à se retenir de rire quand le présentateur du JT de France 2 annonce gravement le faux suicide de 147 Japonais à la suite du report de la sortie d'un jeu vidéo. Les exemples sont innombrables, mais, quoi qu'il en soit, ils ont tous un point commun: à aucun moment, pour chacun de ces exemples, les présentateurs, chroniqueurs ou animateurs n'ont daigné présenter la moindre excuse (ou explication) aux téléspectateurs de leurs aberrations."

L'exil du „Temps"

Sur son site commentaires.com, **Philippe Barraud** réagit le 11 septembre aux annonces de l'éditeur Ringier sur l'avenir du quotidien romand.

"Une rédaction décapitée et écrémée, un déménagement à Lausanne, une fusion dans une newsroom mêlant „L'Hebdo" et „Edelweiss"... Les fidèles du „Temps" n'en finissent pas de boire la coupe jusqu'à la lie. Et surtout, quelle couleuvre à avaler pour le successeur du „Journal de Genève" et pour les Genevois! C'est un traumatisme dont on méconnaît l'ampleur. Combien d'entre eux vont-ils délaisser ce navire en perdition? Encore une fois, il n'y a aucun point commun entre les trois titres sur le plan de la ligne éditoriale, des choix de société, et de la finalité économique. „Edelweiss" est une pompe à publicité pour les produits de luxe, et c'est à ce titre que „Le Temps" et „L'Hebdo" lui sont associés, eux qui déjà labourent durement le terrain publicitaire dans le domaines de l'horlogerie et de la bijouterie haut de gamme. Hors de ce créneau publicitaire – et c'est le seul qui intéresse vraiment Ringier – on peine à voir la place que „Le Temps" pourrait prendre dans cette configuration, et donc l'avenir qu'il pourrait encore avoir en tant que quotidien de qualité.
(...) Et que nous restera-t-il demain comme presse quotidienne indépendante suprarégionale? „L'Agefi" „La Liberté"... et c'est tout ! On ne peut donc que regretter que les Amis du Temps, qui avaient les moyens de sauver le journal tel qu'on l'apprécie aujourd'hui, aient été éconduits au profit de stratégies purement commerciales. Peut-être bien que dans quelques années, Ringier mettra en vente les lambeaux du „Temps", une fois essoré jusqu'à la trame. Mais ce sera trop tard."

Valérie Trierweiler et la déontologie

Sur son blog, **Chantal Tauxe**, journaliste à „L'Hebdo", s'en prend à l'ex-compagne du président français, journaliste et auteure d'un livre racontant ce qu'elle a vécu à l'Elysée.

"L'attitude de Valérie Trierweiler est une catastrophe pour les femmes journalistes. Résumons sa carrière:
> Elle a couché pour avoir des informations exclusives.
> Parvenue au sommet de l'Etat par la grâce d'une liaison, elle a prétendu continuer à exercer son métier de journaliste, ne saisissant pas qu'elle pataugeait en plein conflit d'intérêts.
> Elle a mis publiquement dans l'embarras son compagnon président (affaire du twitt contre Ségolène Royal).
> Une fois répudiée, elle déballe tout, au lieu de se taire et de rentrer dans le rang.
> Elle utilise son journal (Paris-Match) pour régler des comptes privés. Ce faisant, elle viole toutes les règles déontologiques de la profession. Elle compromet aussi les relations personnelles qui peuvent s'établir entre journalistes et politiciens (comment faire encore confiance aux premiers?).
Une vraie peste, un poison, on comprend que François Hollande s'en soit séparé.
Qu'elle se taise! Car ses consœurs ne lui disent pas merci."

swiss press award 15

fondation reinhardt · von graffenried

Le ricompense del giornalismo svizzero | www.swisspressaward.ch

Il premio

Somma totale distribuita:
CHF 110'000.–

Per media locale:
CHF 20'000.–

Premio per il fotogiornalismo:
CHF 20'000.–

Per categoria:
CHF 2'000.–

Attribuzione delle ricompense:
Mercoledì, 15.4.2015

Le categorie

Swiss Press Print / Online / Radio / Video

Il premio svizzero per il giornalismo locale si rivolge ai professionisti media delle quattro regioni linguistiche svizzere.

Swiss Press Photo

Il premio svizzero per il fotogiornalismo si rivolge a fotografi indipendenti, sotto contratto ed a gruppi di fotografi.

I lavori

I lavori publicati dal 1 gennaio al 31 dicembre vengono presi in considerazione. Unica eccezione: Per la categoria «Reportage» di Swiss Press Photo, una publicazione non è necessaria.

Giornalismo locale

Sono ammessi i contributi apparsi via stampa, TV, radio o online indipendentemente dal tema e dalla regione linguistica. Condizioni di partecipazione:
– legame diretto con l'attualità
– giornalismo locale
– redazione in una delle quattro lingue nazionali (it/fr/all/rm).

Fotogiornalismo

Sono ammesse fotografie individuali o serie, in bianco e nero ed a colori.
Categorie: Attualità, Vita quotidiana, Reportage, Ritratti, Sport e Internazionale.

Partecipazione

L'iscrizione è online.

Termine di partecipazione: Venerdì, 9.1.2015

Regolamento &Informazioni:

www.swisspressaward.ch

swiss press print | swiss press online | swiss press radio | swiss press video | swiss press photo

Facebook:
Swiss Press > Print > Online > Radio > Video > Photo